

• janvier 1996 • n° 398 •

**INPRECOR**  
PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB

*Sud*  
Défense  
de l'emplo  
et des  
services  
publics !



*Russie :*  
*La défaite de la droite*

*Grande-Bretagne :*  
*Quitter le Parti travailliste ?*

*France :*  
**L'automne chaud !**

# SOMMAIRE

<b>POLOGNE</b> Veillée d'armes post-électorale ? <i>Jan Malewski</i>	20
<b>BOSNIE-HERZEGOVINE</b> Changer la nature de la « pax americana » <i>Catherine Samary</i>	24
<b>GRANDE-BRETAGNE</b> Quitter le Parti travailliste ? <i>Arthur Scargill</i>	28
<b>RUSSIE</b> La droite subit une très grave défaite morale <i>Alexander Buzgaline et Andrei Kolganov</i>	32
<b>LIVRES DU MOIS</b>	35
<b>NOUVELLES DU MONDE</b>	36

## Dossier: FRANCE

Grèves de décembre : premières leçons <i>François Ollivier</i>	3
La monnaie unique de quelques uns <i>François Vercaammen</i>	4
Juppé, l'économie et la politique <i>Maxime Durand</i>	9
Une lame de fond <i>Christian Picquet</i>	12
Une attaque généralisée contre la valeur du travail <i>Claude Gabriel</i>	16
L'extension au privé était-elle possible ? <i>Entretien avec Régis Louail</i>	18

## Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



## ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- |  |                          |                 |                          |
|--|--------------------------|-----------------|--------------------------|
| Abonnement                                   | <input type="checkbox"/> | Réabonnement    | <input type="checkbox"/> |
| Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) | <input type="checkbox"/> |                 |                          |
| Institutions (600 FF, 1 AN)                  | <input type="checkbox"/> |                 |                          |
| « Lecteurs solidaires »                      | <input type="checkbox"/> | (150FF, 6 mois) | <input type="checkbox"/> |
| « Découvrir INPRECOR » *                     | <input type="checkbox"/> | (75 FF, 3 mois) | <input type="checkbox"/> |
- \*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# France

## Grèves de décembre 1995 : premières leçons

Par François Ollivier

1) Une lame de fond a secoué la société française. Le mouvement social fait à nouveau irruption sur la scène sociale et politique.

Pour la première fois depuis Mai 68, le pays a été submergé de luttes et de grèves qui ont touché tout le secteur public et ont rencontré une sympathie dans toutes les couches populaires.

Grèves de cheminots, postiers, électriciens, enseignants, fonctionnaires de toutes catégories, ont presque paralysé le pays, pendant plus de trois semaines. C'est un nouveau cycle de luttes qui s'ouvre dans la situation française.

Leurs revendications combinaient un objectif global : le retrait du « plan Juppé » — plan gouvernemental de démantèlement de la Sécurité sociale — et des objectifs particuliers notamment dans le secteur des transports où un « contrat de plan » Etat-SNCF aggravait les conditions de travail de milliers de cheminots. Mais, au delà des exigences et des revendications des grévistes, ce mouvement traduit une inquiétude plus fondamentale de toute la société : le sentiment qu'autour des problèmes de la protection sociale se noue un enjeu historique, presque un changement de civilisation.

2) En effet, après avoir tergiversé pendant quelques semaines, le gouvernement Chirac-Juppé a décidé de prendre des mesures d'austérité drastiques pour aligner budget, déficits sociaux et services publics sur les critères de convergence de Maastricht, les échéances de la « monnaie unique » et plus généralement sur les exigences des marchés financiers. Il s'agit, pour la bourgeoisie française, d'aborder la dernière ligne droite avant 1997. C'est ce qui explique, sur le fond, le choix de l'attaque contre la Sécurité sociale.

Le système de protection sociale, au delà de sa dégradation, cristallise encore acquis et rapports de forces sociaux. Sa remise en cause par le gouvernement constitue une modification historique des rapports entre les salariés, l'Etat et le patronat. Une brèche qui ouvre la voie à d'autres régressions sociales, c'est tout le sens du plan Juppé.

3) Si le chômage structurel de masse, la précarisation de la force de travail et la pression sur les salaires constituent le lot quotidien de millions de travailleurs, les attaques contre la Sécurité sociale ont été ressenties comme le franchissement d'un seuil qualitatif. C'est ce qui a provoqué la puissance sociale et la dynamique politique de ce mouvement.

Contrairement aux commentaires de certains médias, ce mouvement n'a pas été l'addition de revendications catégorielles, corporatistes ou même sectorielles. C'est un mouvement d'ensemble qui, au travers de la lutte sur la Sécurité sociale, exige un coup d'arrêt de la politique libérale capitaliste menée depuis une vingtaine d'années. Des disparités ont été constatées entre la région parisienne et la province, nombre d'observateurs ont enregistré l'ampleur inégalée des manifestations de Marseille, Rouen, Toulouse, Bordeaux, Lille. Certains s'exclameront « la province se soulève contre les diktats de Paris et de Maastricht » ! Un journaliste du Monde, caractérisait cette grève comme une « première révolte contre la mondialisation », c'est-à-dire le libéralisme planétaire. C'est effectivement la grève la plus importante dans les pays capitalistes développés depuis la chute du mur de Berlin. La lutte de classes revient au galop.

4) Mais les effets sociaux désagrégateurs de la crise économique qui frappe le monde capitaliste depuis une vingtaine d'années,

expliquent aussi les limites de ce mouvement. Si le mouvement a été très fort dans le secteur public, s'il a rencontré la sympathie de tout le pays, malgré la gêne causée par la grève des transports, si les manifestations de rue ont été les plus massives depuis 1968 — plus de deux millions de manifestants dans toutes les villes du pays — il ne s'est pas transformé en grève totale. A la différence de Mai 68, la lutte ne s'est pas étendue comme une trainée de poudre vers une grève générale notamment dans le secteur privé. On a parlé de grève par « délégation » ou « procuration » pour les salariés du privé, qui expriment leur sympathie à la grève sans faire grève. En fait, la crise économique est passée par là, le poids des défaites ouvrières, la crainte du chômage, la précarisation de la force de travail, pèsent négativement sur les luttes du secteur privé.

5) La puissance sociale de ce mouvement provoque déjà un changement du paysage syndical. Deux camps se distinguent nettement. Un camp, avec la direction de la CFDT, la CFTC et la CGC, soutient la réforme du gouvernement Juppé. En face, la CGT, FO, la FSU, Sud, CRC, et les opposants CFDT ont été à l'initiative des mobilisations. Nul doute, que cette division durant les grèves aura des répercussions dans les réorganisations syndicales.

Mais si les syndicats se renforceront probablement après cette grève, et si les dirigeants syndicaux voient redorer leur blason, il faut souligner que, durant tout le mouvement, les directions syndicales ont « surfé » sur les vagues. Elles ont accompagné les luttes, plus qu'elles ne les ont dirigées. A aucun moment, elles n'ont constitué d'intersyndicale unitaire, ce sont en fait les cheminots en grève, qui ont constitué la direction « naturelle » du mouvement. Sur le plan de l'extension, les directions de FO et de la CGT parleront de la généralisation des grèves mais ne lanceront jamais de mot d'ordre clair de grève générale, tourné en particulier vers les entreprises du privé. Enfin, Viannet-dirigeant de la CGT — refusera d'exiger la démission du gouvernement Juppé, alors que le premier ministre liait son sort à sa réforme et que des centaines de milliers de manifestants exigeaient son départ.

6) Bien que ce mouvement social ait une dynamique politique, les leaders de la gauche officielle, à des degrés divers, s'efforcèrent de ne pas politiser le mouvement. La direction du PS attend patiemment les prochaines échéances électorales de 1998, et n'envisage surtout pas de reprendre les responsabilités du pouvoir sur la base d'un mouvement de masse. Quant au PCF, il a vaguement parlé d'alternative politique mais sans exiger la démission du gouvernement et sans faire des propositions de mobilisation de toute la gauche. La peur de nouvelles échéances électorales paralyse la capacité d'initiative de la direction du PCF.

Contenir la crise sociale en refusant de la transformer en crise politique, telle est la dominante de la politique actuelle des dirigeants de la Gauche officielle. Cette crise sociale posait, pourtant, sur la base des revendications des grévistes, la question d'une alternative politique au libéralisme capitaliste. Elle donne une nouvelle crédibilité à la nécessité d'une autre politique, d'une politique qui rompe avec la logique de Maastricht, qui finance les déficits sociaux en taxant le capital, qui combatte résolument le chômage par une réduction massive du temps de travail. C'est à ces dizaines de milliers d'animateurs des luttes, de responsables syndicaux, de militants recherchant les voies d'une alternative qu'il incombe de traduire politiquement cette nouvelle poussée sociale.



# La monnaie unique ... de quelques uns

*Avant (!) la fin de ce siècle, l'UE aura une monnaie unique forte et stable (!). Ainsi l'ont voulu ses peuples (!) et ses dirigeants en signant puis en ratifiant le Traité de Maastricht sur l'UE » (1). Tout l'esprit de despotisme moderniste, de wishfull thinking et de mépris qui caractérise les élites autoproclamées s'exprime à travers cette phrase introductive au Livre Vert de la Commission Européenne..*

Par François Vercammen

Bruxelles, 20 décembre 1995

L'introduction d'une monnaie unique entre pays capitalistes développés qui ont une longue tradition de souveraineté nationale est un fait sans précédent dans l'histoire (2). Elle se heurte à d'énormes difficultés qui sont écartées avec légèreté.

A première vue, la monnaie unique semble être le prolongement logique du marché unique : une monnaie unique facilite grandement la « mesure » et donc la circulation des marchandises et des services : elle aide les consommateurs à faire des choix rationnels et baisse le prix des voyages. Sans cela, on sait qu'un citoyen qui quitte la Belgique avec 100 F en poche et fait le tour de l'UE revient au pays avec 50 F seulement, sans avoir rien acheté : tout le reste a été dépensé dans les opérations de change. Mais cela n'est qu'une partie de la vérité.

Il faut savoir que l'argent est non seulement un moyen de circulation des marchandises mais qu'en plus il remplit deux autres fonctions fondamentales. Cela éclaire les choses sous un angle tout différent.

D'abord l'argent lui-même est une marchandise, qui est achetée et vendue au prix du marché (des changes). A l'échelle mondiale, le volume des échanges monétaires sur le marché dépasse de loin celui des échanges commerciaux : trois jours d'échanges sur le marché mondial des devises représentent l'équivalent du montant annuel des échanges commerciaux (1 200 milliards de dollars par jour) (3). Et comme les gouvernements ont décidé de libéraliser très largement la circulation de

l'argent, les conglomerats internationaux sont en mesure de mettre les relations sociales dans un pays donné sens dessus-dessous en un trait de plume, par des opérations spéculatives. Ensuite, la gestion de la monnaie (nationale) est un des attributs de base des États (nationaux) et des gouvernements. Elle fait partie de la politique monétaire, qui à son tour fait partie de la politique générale des gouvernements sur le plan fiscal, des finances publiques, des services publics, de la sécurité sociale et, plus largement encore, de la gestion quotidienne de la lutte de classes qui s'appuie sur le partage du revenu national, la formation des salaires, la politique des prix, les relations paritaires, les conventions collectives, etc.

Introduire une monnaie unique, se substituant aux monnaies nationales en vigueur, est un acte d'un volontarisme extrême étant donné l'économie fort disparate et l'appareil d'État très cristallisé de chacun des pays impérialistes concernés.

Pour s'y préparer, le Traité de Maastricht a fixé des (4) critères de convergences, démarrant sur le plan monétaire et débouchant sur un rapprochement des politiques économiques et sociales. Il s'agit de rendre l'harmonisation de la politique monétaire mesurable à travers des ratios (des rapports) : déficit public inférieure à 3 % du Produit intérieur brut, dette publique inférieure à 60 % du PIB, normes en matière d'inflation, de taux d'intérêt à long terme et de stabilité entre monnaies.

Où en est-on de ce point de vue ? Les

inflation publiées par la Commission européenne elle-même sont claires (5). L'instabilité monétaire entre les États membres de l'Union, qui devrait être sur la voie de la résorption, n'a jamais été aussi grande que depuis 1992, c'est-à-dire depuis le traité de Maastricht. Le nombre de pays qui satisfont, aujourd'hui aux critères de convergence est extrêmement réduit. Sur base des cinq critères, ils ne sont que deux : l'Allemagne et le Grand Duché du Luxembourg. Si on ne prend en compte que le déficit, on peut y ajouter l'Irlande. Conclusion : au début de 1998, moment où il sera décidé officiellement qui peut participer à la monnaie unique, l'Euro ne sera en aucun cas une monnaie unique, mais seulement la monnaie de quelques pays de l'UE.

## INSTABILITÉ CROISSANTE

Ce fait a des conséquences juridiques, économiques et politiques extrêmement importantes.

Premièrement, l'échec du traité de Maastricht est patent. Nous voulons dire par là que l'objectif central au nom duquel le patronat mène sa politique économique

1) Livre Vert, sur les modalités de passage à la monnaie unique, (31 mai 1995), Commission européenne, p4.

2) Armand Denis SCOR La monnaie unique, PUF; Que sais-je ?, 1995, pp11-36.

3) Etude récente de la Banque d'Angleterre, cité dans Olivier PIOT Finance et économie- la Fracture, Marabout, 1995, p 11.

4) The Economist, 9 décembre 1995, p 20

5) Profils économiques de l'UE (en néerlandais), Weekberichten-Kredietbank, vol 50, n°32, 24 novembre 1995.

et sociale dans tous les pays d'Europe est un échec, et n'a plus de crédibilité.

Deuxièmement : les fameux avantages « dérivés » de l'Euro — en tant que monnaie unique de toute l'Union européenne — (6) tombent à l'eau. A savoir, constituer une monnaie de référence capable de concurrencer le dollar : fournir un instrument pour une politique socio-économique autonome en fonction du modèle européen, et créer une large zone de stabilité monétaire.

Troisièmement : au contraire, les tensions risquent d'augmenter au sein de l'Union entre ceux qui font partie du noyau dur et les autres, d'ici 1999 et après. La décision sur la participation à la monnaie unique ne sera pas « technique » mais politique. Comme lors de l'unification monétaire allemande, en 1990-1991. L'Allemagne, la France et les pays du Bénélux doivent au moins en être pour que l'opération ait un sens.

Mais que se passera-t-il si la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, etc. restent en-dehors de l'Euro ? L'instabilité monétaire entre la monnaie unique d'une part, la lire, la peseta et la livre d'autre part va tendre à augmenter spontanément. Car pourquoi ces pays se priveraient-ils de la possibilité de faire usage de nouvelles « dévaluation compétitives » de leurs monnaies (comme ils l'ont fait depuis 1992), qui leur permettraient de gagner des parts de marché ? Pour prévenir ce risque, les participants au sommet de Madrid ont conclu un accord de principe pour un pacte de stabilité monétaire, un mécanisme semblable à l'actuel Système monétaire européen (7), avec pour but de contraindre les pays qui ne sont pas dans l'Euro à faire en sorte que leurs monnaies fluctuent dans des marges étroites par rapport à celui-ci, et avec l'obligation pour le pays qui en sort (sous la pression des marchés financiers, par exemple) de prendre les mesures qui s'imposent.

Tout cela pose deux questions considérables, du point de vue même de l'Union européenne.

Premièrement : l'UE restant par définition l'ensemble des pays ayant signé le Traité de Maastricht, quelle sera la valeur juridique « communautaire » (c'est-à-dire supranationale) des décisions prises (notamment par la fameuse et en principe puissante Banque centrale européenne) par les pays de « la zone euro » pour l'ensemble de l'UE ?

Deuxièmement : comment cette zone « euro » affectera-t-elle la dynamique globale des rapports socio-économiques concrets au sein du marché unique (embrassant l'UE), y compris sur la possibilité des « outsiders » de rattraper le

noyau dur de l'euro ?

## 1999, « SALTO MORTALE »

Entre-temps, un nouvel élément a surgi avec force : la résistance sérieuse du monde de travail et des jeunes. La « fracture sociale » tant de fois annoncée est là ! Le mouvement français n'est pas le premier de la série. N'étant pas terminé lui-même, il ne sera pas le dernier. La résistance sociale en Italie, initiée en juillet 1992, était dans une certaine mesure plus large, plus forte et plus profonde que ce qui se passe aujourd'hui dans l'hexagone. La Belgique a connu un formidable mouvement gréviste, avec en point d'orgue la grève « totale » de 24 heures, le 26 novembre 1993. Mais, du fait de la situation géographique de la France, de son poids économique et politique, de son rôle-pivot dans l'unification européenne, des traditions spécifiques de la lutte de classes et, plus encore, parce que nous sommes entrés dans le sprint final vers la monnaie unique, la résistance sociale apparaît comme hautement emblématique : première grève générale européenne contre le Traité de Maastricht, en pointillé, contre l'UE. Cette résistance va se renforcer à l'échelle du sous-continent. Ce qui se passe en France offre un cadre socio-politique nouveau à des parties du secteur public, entrées en lutte actuellement dans plusieurs pays de l'Union (France, Italie, Belgique, Luxembourg) à partir de leurs propres forces. L'opposition acharnée contre la privatisation des chemins de fer britanniques (venant après les conséquences catastrophiques de la privatisation de l'eau) est un signe qui ne trompe pas.

Deux obstacles nouveaux se dressent sur la voie vers l'Union européenne. L'application du dit « acte unique » (adopté en 1986), qui a créé le marché unique en 1993, est toujours en cours. C'est de là que découlent les attaques concordantes et synchronisées contre le secteur public dans leurs différents aspects (privatisation, dérégulation, statut du personnel), dans tous les pays de l'Union. La tentative de morceler le secteur public en autonomisant les entreprises publiques et en différenciant les statuts n'a pas pu empêcher l'unification dans l'action. Du coup, la lutte dans le secteur public sert de point de référence à l'ensemble de la résistance sociale. En second lieu, la possible introduction d'une zone euro-monnaie partielle est plus que jamais dépendante de la conjoncture économique en 1996-1997 qui servira de base pour mesurer l'avancement des pays de l'UE sur la voie des



« critères de convergence ». Si cette conjoncture est bonne, alors il y aura des marges de manœuvre à différents niveaux. Mais si la morosité actuelle se poursuit, avec des taux de croissance oscillant autour de 2 %, ou si elle s'aggrave, notamment en France et en Allemagne (8) et débouche sur une (mini)récession, alors appliquer les critères de Maastricht équivaldra à éteindre le feu social par des flammes. Car les déficits augmenteront spontanément et cumulativement (par le jeu du marché) : le ralentissement de l'activité économique, signifiant plus de chômage, et moins de rentrées fiscales et de cotisations sociales. La consommation,

6) Les grands agrégats font rêver la Commission européenne, sur la base 1994, le PIB de l'UE, des USA et du Japon était respectivement : 6 184,1 Ecu, 5 576,0 Ecu et 38 899,0 Ecu.

7) Le SME, fut instauré en 1979. Il faisait suite au « serpent » monétaire. Né en 1972, ce dernier reposait sur le principe d'une marge de fluctuation de 2,25 % entre monnaies européennes et tunnel de 4,5 %. A partir de 1973, les monnaies adoptaient le principe d'une parité fixe et flottaient conjointement dans un système monétaire international, instable après la disparition des Accords de Bretton-Woods (1971). A la monnaie la plus faible de défendre ses marges sur la base de ses propres réserves de change. Le SME est une solution « communautaire » : chaque monnaie repose sur un seuil de divergence maximale de chaque monnaie au sein de l'ECU. Dans ce cas, c'est le pays qui « diverge » (vers le bas ou vers le haut) qui est présumé devoir corriger l'écart.

8) L'OCDE vient de sortir ses prévisions « peintes en rose », pour les années concernées. La Commission européenne y a tout de suite trouvé un argument pour annoncer la quasi réussite d'un noyau dur France, Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark. La Belgique serait à 0,5 % de la norme : encore un effort (Cfr. Tableau dans The Economist, cit.). Elles sont contredites par les rapports de l'INSEE (France), une déclaration par plusieurs instituts bancaires allemands, Hans-Helmut Kotz (Deutsche Girozentrale, Libération, 11 décembre 1995), le rapport de la FEB (organisation patronale belge).



dont le bas niveau est un grand sujet de préoccupation pour les responsables politiques aujourd'hui, ne peut dans ce cas que reculer sous l'impact de la contraction de la demande sociale. Dans ce contexte, maintenir comme priorité la réduction des déficits publics de la dette publique peut signifier un vrai « salto mortale », un saut de la mort. Les projections qui sont faites de ce que pourrait signifier, pays par pays, la politique pour ramener les déficits en-dessous de 3 % du PIB, débouche partout sur la même conclusion : une énorme attaque contre la classe ouvrière et une aggravation sérieuse de la récession économique (réduction du pouvoir d'achat social) !

La fameuse devise, des années 70, du social-démocrate allemand Helmut Schmidt, « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain » a cédé la place à une autre : « moins de déficits signifient des taux d'intérêt plus bas, donc plus d'investissements et plus d'emplois ». Mais cette nouvelle devise n'est pas plus juste que l'ancienne. Car, en réalité, les profits des entreprises servent seulement très partiellement à financer des investissements dans le secteur productif et encore moins à financer des investissements expansifs qui créent des emplois.

L'économie de marché et l'Europe ont fait faillite. C'est une conclusion qui est en train d'être assimilée massivement par de larges couches de la population. Cela explique pour une large part la résistance massive, avec sa force surprenante, qui réside non seulement dans l'acharne-

ment de ceux qui font grève mais aussi — et cela est plus surprenant encore — dans la sympathie très grande des opinions publiques. Dans de telles conditions, la question se pose : la bourgeoisie est-elle prête à déclencher cette guerre sociale ?

## HÉSITATIONS DE LA BOURGEOISIE

Les classes dominantes d'Europe hésitent, non pas sur l'opportunité, mais sur la faisabilité — dans ces conditions — de l'Euro. Bien sûr, cette hésitation n'est pas affirmée telle quelle publiquement. La lutte pour la monnaie unique — qu'on y arrive ou pas — ne sert-elle pas aussi à briser l'Etat-providence pays par pays. Et l'Europe « politique », dont cette union monétaire est censée être l'amorce, n'a-t-elle pour fonction, avec la béate collaboration de la social-démocratie, d'enterrer toute perspective socio-politique alternative. « Il n'y a pas d'alternative » titrait, en français (!) le *Financial Times*, qui est pourtant un adversaire notoire du scénario maastrichtien. Pas question de laisser s'entrouvrir la moindre brèche, faute de quoi toute la construction européenne risque de s'effondrer !

Mais certains secteurs patronaux sont nerveux.

Le secteur des banques craint de voir diminuer les profits qu'il tire de ses activités de change et qui, de plus, doit s'engager dans un gigantesque processus de restauration accéléré par dérégulation de l'union monétaire. Mais aussi des entreprises et des secteurs industriels de l'Eurozone, dont les exportations vers les pays de l'UE-hors du noyau dur sont à la merci

d'un « euro », monnaie de plus en plus forte, et de nouvelles dévaluations compétitives.

Toute une série de contradictions sociales, politiques et nationales au sein de l'UE et au sein des différents États membres sont ainsi activées.

Un rapprochement soudain et remarquable s'est produit entre la Grande-Bretagne et l'Italie, deux pays qui risquent de ne pas être dans le noyau dur pour des raisons différentes mais convergentes. Tous deux agitent le spectre d'une « Europe allemande ». Cette crainte vit aussi dans une partie de la classe dominante française, mais celle-ci s'accroche malgré tout à Maastricht et exige même une accélération de la marche, seule manière de peser sur la Bundesbank.

En Allemagne, précisément, le ministre des Finances Theo Waigel donne de lui l'image d'un fanatique de Maastricht. Mais cela pourrait s'avérer être un masque cachant un vrai eurosceptique. Le plan de stabilité, imaginé par Waigel et dont les principes ont été adoptés à Madrid, comporte les éléments suivants : 1- une interprétation très sévère des critères de Maastricht ; 2- un accord monétaire, analogue à l'accord du Système monétaire européen actuel, entre les pays de la zone-Euro et les autres ; 3 un pacte de stabilité entre les pays de la zone-Euro qui consiste essentiellement à remplacer la norme de 3 % de déficit par une norme de 1 % (avec des amendes pour les pays fautifs). En d'autres termes : un Maastricht II avant la mise en application de Maastricht I ! Un véritable aveu que les tentatives forcées et crispées de certains pays pour atteindre début 1998 les critères de Maas-



tricht peuvent connaître un succès ponctuel. Mais elles ne garantissent nullement la stabilité monétaire et ... sociale ultérieure. Et que la politique d'austérité continuera de plus belle ! A bon entendeur, salut ! Car l'union monétaire est bâtie sur une rigidité de fer : elle enlève à chaque gouvernement de l'Union sa politique monétaire et budgétaire (et au-delà), mais elle lui impose la gestion de la lutte de classes. Et gare à l'instabilité politique et sociale ! Mais toute contradiction d'ampleur risque de déboucher, plus qu'avant, sur une situation explosive. Car, les deux termes de la contradiction croissent : déficits budgétaires et résistances luttés sociales. Le scénario, adopté à Madrid, avec ses échéances précises pousse chaque gouvernement à la confrontation.

Confrontation ou concertation, l'une et l'autre sont source d'instabilité, surtout si les « marchés financiers » mettent leur grain de sel. Si la bourgeoisie choisit la confrontation, elle doit pouvoir gagner la bataille, et le plus vite possible. Cela signifie un scénario à la Thatcher. Mais Thatcher a gagné avant que Maastricht ne soit engagé.

Inversement, des concessions sociales substantielles d'un gouvernement dans un pays feraient dérailler les critères de Maastricht et le scénario européen. Les classes dirigeantes iront-elles aveuglément à la confrontation ?

En France, Pasqua s'est ainsi profilé, comme alternative à Juppé, en relançant l'idée de « l'autre politique » : pas de mise en question explicite de Maastricht, mais révision du calendrier. Relance de l'économie, mesures sociales avancées et

concertation avec les syndicats. Combinée à une politique sécuritaire et nationaliste, il postule également une solution populiste-bonapartiste à l'instabilité politique ambiante. Pour le moment, Juppé, et la bourgeoisie française derrière lui, ont tenu bon. Et pour cause : cette alternative est déchirure, et impliquerait un véritable tournant, aux conséquences imprévisibles en France et en Europe ! Mais si le mouvement social redémarre, elle refera surface.

La politique de Waigel est aux antipodes de celle de Pasqua : refus de toute concession sociale et priorité rigoureuse, voire renforcement, des critères de Maastricht. Mais constatant les mêmes difficultés que Pasqua (et n'étant pas confronté à une montée sociale « de gauche », mais à une opposition du « Mark-nationalisme ») il arrive à une même conclusion : mieux vaudrait reculer les échéances de l'Euro.

### L'HISTOIRE SE CORSE

Car l'union monétaire soulève la question des institutions européennes. Si les tensions sont fortes entre les principaux gouvernements de l'UE, les chemins du compromis se dessinent aussi. Le récent accord Kohl-Chirac, préparant les Sommets qui vont se succéder jusqu'en juin 1997 afin de refondre le traité de Maastricht, en donne le cadre : poids renforcée des « grands » de l'UE (en premier la RFA) dans les instances communautaires, réduction du pouvoir de la Commission européenne et du Parlement européen (qui n'en a presque pas) au profit du Conseil européen qui regroupe les gou-



vernements. Ce recul net de la supranationalité permet de préparer, en temps utile, un compromis avec la Grande Bretagne. Comme celle-ci (avec à sa tête Blair et un gouvernement social-démocrate) semble tourner sur la question de l'union monétaire, tout en rejetant l'idée même d'un calendrier, elle pourrait (re)prendre sa place de plain-pied dans l'UE en courtisant la RFA sur la base d'une politique néolibérale à l'intérieur (dérégulation et privatisations en RFA) et vers l'extérieur. La présidence espagnole du semestre qui vient de se conclure, a « flatté » cette opinion en mettant l'UE au centre d'une série d'accords commerciaux préférentiels : avec l'Europe de l'Est et la Russie, d'une part, le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, le pacte transatlantique (avec les USA), l'accord de la zone méditerranéenne, etc.

Mais la France et l'Allemagne auront besoin, chacune de son côté et pour des raisons particulières, d'une série d'institutions politiques de l'UE mieux charpentées qu'actuellement.

La voie vers la révision de Maastricht sera sinueuse et accidentée.

### L'EUROPE SOCIALE NE VIENT PAS

Difficile de prévoir ce qui va se passer dans l'avenir proche. Les classes dominantes d'Europe pèsent le pour et le contre des diverses orientations. Elles laissent carte blanche à leurs « planifications ». Mais elles tiennent solidement les rênes de la politique antisociale. Il n'y a





en fait que les directions réformistes du mouvement ouvrier qui continuent, comme des moutons, à digérer, tranche après tranche, les traités, les critères et les scénarios, qu'on leur présente. Mais ils ont de plus en plus de mal à justifier ce suivisme béat.

Il y a quatre faits incontournables qui doivent former le point de départ d'une stratégie socialiste alternative.

En premier lieu, il n'y a pas d'Europe

sociale en vue, sur le plan juridique et institutionnelle de l'Union européenne. Non seulement les commentateurs critiques mais aussi les thuriféraires de l'UE sont obligés de le reconnaître (9). L'État « social », ou l'Etat-providence, n'existe que dans les États nationaux. Mais il est en voie de démantèlement précisément parce qu'il n'existe pas de législation sociale convergente, institutionnalisée au niveau européen, susceptible de faire barrage, ne fût-ce que partiellement, à la concurrence au sein de l'UE en tant que marché unifié. Il existe la possibilité de mener une certaine politique sociale, basée sur les 14e et 15e protocoles (annexés au traité de Maastricht). Mais on a prouvé de façon convaincante que cette politique sociale n'a aucune valeur juridique pour l'Union européenne, et que par conséquent elle est un alibi et une impasse (10).

En deuxième lieu : la persistance d'un chômage de masse dresse le bilan social de la politique gouvernementale de l'UE (c'est-à-dire du Conseil européen). Les « livres » blancs et verts de la commission européenne et des sommets européens prétendent évidemment que la lutte contre le chômage est la priorité des priorités, mais le Conseil européen (la réunion des gouvernements des États membres), qui a le vrai pouvoir dans l'UE, pourrait prendre des décisions sociales, sans s'appuyer directement sur les règles de « l'Europe sociale ». Le Livre Blanc de Delors (1993) est d'ailleurs la version néolibérale d'un plan d'emploi, et c'est à ce titre qu'il est

critiqué par des économistes de l'establishment comme Drèze et Malinvaud (11). Seul un changement radical dans les rapports de forces sociaux et politiques peut forcer ces messieurs à changer d'opinion.

En troisième lieu : il est clair aujourd'hui que l'union monétaire telle que prévue dans le traité de Maastricht et investie de tous les espoirs sociaux-démocrates ne verra pas le jour. Il est tout aussi clair que, malgré cela, la politique de régression qui allait de pair avec cet objectif continue bel et bien, c'est la seule certitude de la résolution du sommet de Madrid, ainsi que le seul point vraiment commun entre les gouvernements réunis.

En quatrième lieu : L'UE perd de plus en plus en légitimité et en popularité. La résistance se développe. Plus la lutte sociale occupe le devant de la scène et gagne, elle, en légitimité, plus il y a de l'espace pour une alternative de gauche, sociale.

Il est donc grand temps que le mouvement ouvrier reprenne son autonomie et son indépendance par rapport à la politique de l'UE.

Le point de départ est le rejet des critères de Maastricht et de l'euro-scénario décidé à Madrid. Aucun doute n'est en effet possible : le mouvement ouvrier existant (les dirigeants syndicaux nationaux et des centrales professionnelles, les dirigeants politiques de la social-démocratie et l'aile ouvrière de la démocratie chrétienne) sont en mesure, s'ils le veulent d'arrêter l'offensive néolibérale. Comment ? La réponse a été donnée par Raymonde Dury, europarlementaire du PS belge : il s'agit, « avant les négociations (au parlement européen) de provoquer la crise pour mettre les gouvernements au pied du mur » (12). L'ouverture d'une crise au sommet de l'UE, y compris par la voie parlementaire, est un moindre mal du point de vue du mouvement ouvrier. Elle signifierait un arrêt au projet du grand capital et ne ferait que répondre à ce que des millions de travailleurs et travailleuses ont exprimé et exprimeront sur le plan social, extraparlémentaire dans les mois qui viennent. La crise en elle-même n'est pas une réponse programmatique. Au moins permettrait-elle d'ouvrir un débat étouffé depuis une décennie.



9) Daniel Lenoir, *L'Europe sociale*, La Découverte, 1994, pour la version critique, l'autre : Bruno Maliulo, *L'Europe sociale*, Nathan, 1991.

10) E. Vogel-Polsky, *Maastricht ou la voie étroite du social*, in Marco Telo (éd) *Quelle union sociale ?*, ULB, 1994, pp 91-92.

11) Publié dans : Jacques Dreze, *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*, De Boeck-Université, 1995, pp 58-98.

12) *Le Soir*, (belge), 8 décembre 1995.

# Juppé, l'économie et la politique

*Le mouvement social de novembre-décembre 1995 est le résultat d'une conjoncture exceptionnelle qui a fait se télescoper la mise en œuvre de projets néolibéraux de facture classique avec une configuration politique particulière. Il convient donc de revenir un peu en arrière sur ces rapports entre économie et politique.*

*Maxime Durand*

*Paris, décembre 1995*

EN 1988, LA RÉÉLECTION de Mitterrand permet au Parti socialiste de retrouver une majorité à l'Assemblée et de gouverner pendant les cinq ans de la législature. Cette période démarre avec une reprise économique, condensée sur 1988-1990, qui fait croire aux dirigeants sociaux-démocrates qu'une marge de manœuvre nouvelle était ouverte, qui leur permettrait de continuer la politique d'ajustement néolibéral — à laquelle ils s'étaient depuis longtemps ralliés — tout en lui donnant un visage plus social. La reprise de l'emploi et la stabilisation du chômage ont pendant quelques mois nourri cette hypothèse et a dispensé les gouvernements socialistes d'envisager d'autres inflexions, notamment en matière de durée du travail. Mais le retournement du cycle qui intervient dès 1991 contribue à durcir toutes les données du problème. La politique du gouvernement Rocard, suivant en cela l'orientation de Delors à Bruxelles, s'aligne sur le néolibéralisme le plus dur, tel qu'il est codifié dans le Traité de Maastricht. Tout le poids de la social-démocratie est mis dans la balance pour obtenir de justesse la victoire du oui au référendum de septembre 1992.

Le terrible bilan de cette politique sans cohérence conduit assez naturellement à la déroute électorale de 1993 qui ouvre une nouvelle cohabitation avec Balladur comme premier ministre. Celui-ci entame une politique néolibérale classique mais relativement prudente. Ainsi choisit-il de

reculer devant le mouvement de la jeunesse contre l'institution d'un salaire minimum inférieur de 20 % pour les jeunes. Mais il marque des points dans d'autres domaines. Un train de privatisations est mis en œuvre, et le système de retraites des salariés du privé est gravement entamé par une « réforme » qui consiste à allonger de 37 ans et demi à 40 ans le nombre d'annuités nécessaire pour obtenir une pleine retraite, désormais calculée, non plus sur la moyenne des 10 meilleures années, mais sur 25 ans. Sur chacun de ces dossiers, Balladur peut, à juste titre, se réclamer d'une parfaite continuité avec Rocard ; ainsi, il reprend à son compte le principe d'une contribution sociale généralisée (CSG) dont il se contente d'augmenter le taux. Par ailleurs, la loi quinquennale pour l'emploi permet de faire passer de nouveaux reculs en matière de droit du travail, de nouvelles exonérations en faveur du patronat, de nouvelles discriminations à l'égard des femmes sous forme de subventions au travail à temps partiel.

## LES CONTRADICTIONS DU CHIRAQUISME

Ces attaques entament peu à peu le crédit de Balladur, qui, à six mois de l'échéance, était encore donné gagnant sans problème aux élections présidentielles. L'opposition de gauche n'est pas

en mesure de profiter de cette baisse de popularité, dans la mesure où, malgré une redécouverte tardive de mesures comme la réduction du temps de travail, elle ne peut présenter un programme électoral crédible et reste associée à une politique néolibérale sans grande différence avec celle de la droite. Delors, un moment pressenti pour s'opposer à Balladur, et donné gagnant dans les sondages, décide finalement de ne pas se présenter, trop conscient sans doute de cette contradiction. Faute d'alternative de transformation sociale, la situation politique va se dénouer avec la campagne démagogique de Chirac, menée sur le thème de la lutte contre la fracture sociale. Le PS apparaît facilement doublé sur sa gauche, et une partie de l'électorat de droite est séduit par le mirage d'une « autre politique » à l'intérieur de la majorité. Chirac précède de peu Balladur au premier tour et l'emporte au second tour contre le socialiste Jospin.

La vraie difficulté à laquelle se trouve confronté le nouveau gouvernement est qu'il ne dispose pas en réalité d'une « autre politique » et qu'il n'a d'autre projet que de revenir aussi vite que possible à l'orthodoxie néolibérale dont il ne s'est écarté que dans les discours. Toute la question est de ne pas donner l'impression d'une complète volte-face. Le gouvernement Juppé se paie le tout petit luxe d'une hausse du salaire minimum, mais se voit obligé presque immédiatement d'augmenter la TVA de 2 %. S'ouvre alors une



phase d'extrême confusion. L'ultralibéral Madelin que l'on voyait mal assumer, même en paroles, une « autre politique », est démissionné du poste stratégique de ministre des Finances. La discussion budgétaire fait apparaître des arbitrages contradictoires, qui combinent une offensive de classe avec quelques mesures marginales, pourtant suffisantes pour déplaire à ce que l'on appelle « les marchés ». Mais le ton général du budget est donné par l'une de ses principales mesures, le gel du traitement des fonctionnaires qui implique en fait une baisse de leur pouvoir d'achat. Cette offensive donne lieu à une forte mobilisation lors de la journée d'action du 10 octobre. On sent



déjà monter à cette occasion un sentiment de refus global de cette politique et la réaction des fonctionnaires est approuvée massivement dans l'opinion, malgré les efforts visant à les présenter comme des privilégiés. Le gouvernement est alors remanié brutalement, et Juppé cherche à reprendre l'offensive politique en annonçant son plan sur la Sécurité sociale.

### LES FAUSSES HABILÉTÉS DU PLAN JUPPÉ

Le plan Juppé se présente comme un mélange a priori assez subtil de mesures visant, non seulement à éponger le déficit de la Sécurité sociale, mais aussi à « réformer » le système de protection sociale dans son entier. L'objectif à court terme du plan est de financer le déficit accumulé en instituant un prélèvement exceptionnel de 0,5 % sur les revenus. Ce premier volet aurait voulu simuler la justice sociale en mettant à contribution l'ensemble des revenus, mais il manifeste une très forte inégalité, dans la mesure où les salaires représentent 77 % du financement, et où cette nouvelle cotisation vient peser sur les allocations familiales, les indemnités de chômage, et les retraites.

Un autre volet du plan consiste à imposer un minimum de contrôle sur les dépenses de santé en fixant un plafond à leur progression et en instituant un impôt assez symbolique sur l'industrie pharmaceutique. Mais il confirme des mesures de rationnement socialement très discriminatoires, comme l'augmentation de 27 % du forfait hospitalier, non couvert par l'assurance maladie. Enfin, le troisième volet consiste à placer la gestion de la Sécurité sociale sous contrôle parlementaire. Ce dernier aspect est évidemment le plus important à moyen terme, et suppose d'ailleurs une réforme de la constitution.

Cependant, ce qui a mis le feu aux poudres est sans doute la proposition contenue dans le plan Juppé d'uniformiser les régimes spéciaux de retraite. Cette annonce entraine en résonance avec la présentation, la

même semaine, du contrat de plan à la SNCF (chemins de fer). C'est là que la grève a commencé après la journée d'action du 24 novembre. Elle s'est ensuite étendue à la RATP (transports parisiens) puis à la Poste, à France-Télécom et à EDF (électricité) autour du thème de la lutte contre la privatisation.

Beaucoup de commentateurs ont parlé d'erreurs de méthode et c'est finalement la seule critique réelle que le PS adresse au plan Juppé. Il est vrai que les maladresses politiques n'ont pas manqué, la dernière étant l'annonce à contretemps par Arthuis, le ministre des Finances, d'une réforme fiscale supprimant un abattement de 20 % sur la déclaration fiscale des salariés. Mais cet aspect est secondaire. La réalité est que le gouvernement a en fait tout un train de mesures à faire passer et qu'il ne dispose pas de beaucoup de temps, dans la mesure où il s'impose un programme rigoureux de convergence vers les critères de Maastricht. Le fait de ne pouvoir étaler dans le temps ces différentes mesures rendait difficilement évitable la conjonction de décisions qui risquaient de conduire à une globalisation de la riposte.

### UN BASCULEMENT IDÉOLOGIQUE

Mais l'explosion d'un mouvement social aussi fort ne peut s'expliquer sans un basculement dans le rapport de forces idéologique. Jusque là, en effet, le néolibéralisme avait réussi, dans les dernières années, à marquer des points et à réaliser des avancées sans doute encore plus importantes que celles qui étaient contenues dans le plan Juppé. La première offensive a porté sur les modalités de formation des salaires, et la logique néolibérale a en grande partie triomphé dans ce domaine, dans la mesure où la norme est désormais une croissance zéro du pouvoir d'achat, sans référence aucune aux gains de productivité. Le second point d'attaque devient alors l'Etat-providence avec ses deux piliers : le système de protection sociale et les services publics. Dans les deux cas, il s'agit de rentabiliser, de privatiser, et de réduire au minimum tout ce qui peut constituer une forme de salaire indirect. Il s'agit donc d'un programme systématique, renvoyant à une logique néolibérale d'ensemble qui, jusque là, bénéficiait d'une certaine légitimité. C'est ce qui est en train de changer.

L'idée que l'ajustement (le mot n'est pas neutre) correspondait à une phase transitoire d'adaptation, à des mutations, des transformations qui nous dépassent,

est en train de s'érousser, y compris au regard de ses justifications économiques. D'abord, on commence à comprendre qu'il s'agit d'un mouvement sans fin, en ce sens que toute avancée du programme néolibéral, au lieu de déboucher sur un relatif statu quo, conduit à une nouvelle offensive dans un autre domaine. Ensuite, ce programme ne fonctionne pas, et à l'instar de Chirac, ne tient pas ses promesses. Plusieurs théorèmes essentiels de l'économie dominante sont invalidés non plus par une critique théorique, mais sur la base d'une expérience en grandeur nature qui dure depuis plus d'une décennie. Premier théorème : l'austérité salariale conduira à une reprise durable de la croissance, or on a bloqué les salaires, sans que l'investissement reprenne durablement et ce sont au contraire les revenus financiers qui ont profité du recul de la part des salaires. Second théorème : les exonérations de charges sociales et la montée de la précarité (ils appellent cela flexibilité) conduiront à une croissance « plus riche en emplois » or le chômage n'a pas reculé et le seul résultat a été de déstabiliser un peu plus la condition de salarié(e).

L'orientation néolibérale est donc en train de perdre sa légitimité, car son discours sur la nécessaire modernisation apparaît de plus en plus en déphasage avec la réalité vécue. On ne voit pas ce que le blocage des salaires, le rationnement des services sociaux, la montée de la précarité et de la marginalisation sociales peuvent avoir de moderne. L'énorme question qui commence à émerger, et à laquelle ne répond pas vraiment l'idéologie économiste dominante, est alors la suivante : comment se fait-il qu'un pays dont la richesse ne cesse d'augmenter soit par ailleurs caractérisé par ce que l'on doit bien appeler un phénomène de paupérisation ? Entre 1974 et 1994, le PIB français a augmenté de 50 %. Mais combien de personnes qui résident en France peuvent dire que leur niveau de vie a augmenté de moitié en vingt ans ? Il y a là un grand mystère qu'il est facile de dévoiler : vingt ans de néolibéralisme ont conduit à un incroyable creusement des inégalités sociales. De ce point de vue aussi, le capitalisme cherche à revenir au mode de fonctionnement qui était le sien il y a un siècle. Tel est le constat qui commence à sauter aux yeux et qui vide peu à peu de toute portée le discours sur l'adaptation à la modernité.

## LE BLUFF DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

A court terme, ce sentiment est

d'autant plus justifié que la nécessité urgente d'une réforme de la protection sociale invoquée par le gouvernement renvoie en fait aux effets pervers du néolibéralisme qui ont pris la forme de la très grave récession du début des années quatre-vingt-dix. Une étude de l'OFCE (1) vient en effet d'établir ce qui se serait passé si l'économie française avait connu entre 1990 et 1995 une croissance moyenne (2,3 % par an au lieu de 1,5 %). La simulation livre des résultats dépourvus de toute ambiguïté : « Le déficit public serait en 1995 de 1,1 point de PIB au lieu de 5,3. Les différentes branches de la Sécurité sociale ne connaîtraient aucun déficit, cumulé ou courant. Les déficits que nous connaissons actuellement sont donc dus entièrement à la récession de 1991-1993 ». Par conséquent « les mesures qui doivent être envisagées actuellement ont plus pour objet de combler l'effet de cette récession que de réformer un système qui serait structurellement en déficit ». Toute la dramatisation sur les nécessaires réformes structurelles est donc en grande partie un bluff.

La question de la maîtrise des dépenses de santé recouvre elle aussi une réalité à plusieurs facettes. Il y a certes un problème de surconsommation globale, mais qui résulte en grande partie de la politique de l'industrie pharmaceutique qui multiplie les fausses innovations, arrose les médecins de publicité « informative », s'oppose à l'utilisation des médicaments « génériques » qui ne sont pas rentables, etc. Il y a surtout, derrière tout cela, un principe selon lequel les dépenses de santé ne devraient pas augmenter plus vite que le PIB. Comme cette norme n'est pas respectée, on explique aux Français qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens. Mais ce principe ne repose sur rien : la santé peut parfaitement occuper une place croissante dans les dépenses, si cela correspond à une évolution des besoins sociaux. Et comme le note avec pertinence l'OFCE, ce processus « n'est pas l'expression d'une crise, mais il est normal. Si la Sécurité sociale n'avait pas pris en charge le financement de la maladie, les Français auraient quand même dû affecter une part croissante de leurs revenus aux dépenses de santé ».

Là aussi les justifications sont fragiles, car, même d'un point de vue étroitement budgétaire, l'évolution de la part des dépenses de santé n'est pas alarmante. Même en tenant compte du vieillissement de la population, le taux de croissance des dépenses de santé tend à se ralentir et devrait rejoindre à l'horizon de l'exercice, en 2002, la croissance du PIB. Le vrai problème est plutôt celui de la croissance à



moyen terme et en tout état de cause l'augmentation de cotisations à envisager serait de faible ampleur.

La vraie difficulté, pour la logique néolibérale, provient du mode de satisfaction spécifique de ce besoin, qui passe par le salaire socialisé : d'une certaine manière on peut dire que le besoin de santé crée son propre financement, selon un mécanisme qui échappe à la logique marchande et pousse à la hausse du salaire indirect. Derrière l'objectif affiché de maîtrise des dépenses de santé, on retrouve en fin de compte une forme d'austérité salariale.

Les enjeux se décantent et le débat social gagne en clarté au feu des luttes sociales. Ce qu'exprime le mouvement, c'est l'aspiration à une société qui se fixerait d'autres priorités et d'autres critères de répartition de la richesse produite. Ce qui est en gestation aujourd'hui, c'est un nouveau projet de transformation sociale, débarrassé des oripeaux du passé, et défini à partir des droits à satisfaire en priorité : droit à l'emploi, à la santé, au logement, etc. En face, le néolibéralisme n'offre plus aucune perspective et son masque est tombé : derrière le discours de l'entrée dans la modernité, les travailleurs en lutte ont su reconnaître la défense mesquine, voire névrotique, d'intérêts de classe très étroits et la volonté affichée de les faire prévaloir coûte que coûte, même si cela passe par une régression sociale qui nous ramènerait au XIX<sup>e</sup> siècle.



1) Voir Maxime Durand, « La grande amaque », *Rouge* n°1661, 23 novembre 1995.

# Une lame de fond

*C'est une véritable lame de fond qui vient, plusieurs semaines durant, de soulever des millions de salariés, de jeunes et plus généralement, une partie de la société française. Un mouvement sans précédent depuis Mai 68, par son ampleur et sa profondeur, même si l'on ne saurait se livrer aux analogies. La déferlante de décembre 1995 n'est ni comparable au printemps 1968, lorsque la grève générale avait totalement paralysé le pays et posé le problème du maintien en fonction du général de Gaulle, ni même au mouvement de l'été 1953, quand la grève avait touché l'ensemble de la fonction publique..*

Par Christian PICQUET

27 décembre 1995

**CE QUI FAIT TOUTEFOIS DES DERNIERS** événements une crise exceptionnelle, c'est que non seulement le problème de la grève générale se sera trouvé posé, mais qu'ils auront fait réapparaître, à une échelle de masse, la nécessité d'une autre politique. Pour ne pas dire d'une autre société...

À l'occasion de ces semaines tumultueuses, il n'aura pas manqué de voix, à droite comme à gauche, pour en résumer l'enjeu à sa seule dimension de conflit social. Ainsi, Lionel Jospin, le premier secrétaire du Parti socialiste, ne cessa-t-il d'exhorter le gouvernement à la négociation, sur le thème : « *Ce gouvernement doit traiter socialement un problème social.* » Ce qui revenait à occulter délibérément la portée directement politique de cette crise.

Décembre 1995 marque, à cet égard, la fin des années libérales qui avaient vu le laminage de conquêtes sociales vieilles de plusieurs décennies, le démantèlement des grandes concentrations industrielles, la désindexation des salaires et la baisse continue du revenu des salariés sous prétexte d'austérité, un début de démantèlement de la protection sociale. De dures batailles avaient alors été livrées pour ten-

ter de mettre en échec les plans gouvernementaux ou patronaux. Mais les défaites les ayant sanctionnées avaient fini par provoquer un recul de la combativité (le nombre de jours de grèves tombant, par exemple, à son plus bas niveau depuis la Libération) et par répandre la résignation devant un système que les socialistes, lorsqu'ils étaient au pouvoir, décrétaient « *horizon indépassable* ».

Au-delà, pour des millions d'hommes et de femmes, grèves et mobilisations ont mis en cause la conception libérale et monétariste qui régit l'Europe de Maastricht. Les illusions du discours du candidat Chirac sur la « fracture sociale » ou la « *pensée unique* » (1) se sont, en effet, dissipées dès lors que le nouveau président de la République décréta le retour à une stricte orthodoxie libérale, fondée sur l'impératif d'une réduction des déficits, dans le but revendiqué de satisfaire aux fameux critères de convergence requis pour accéder au club des pays à monnaie unique (2). D'où le débat qui secoue, à présent, les élites gouvernantes et l'ensemble de la classe politique sur la possibilité d'imposer au pays lesdits critères de convergence, au moins dans les délais officiellement envisagés. Pourtant

favorable au "oui" lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, le député RPR Pierre Lellouche se fait explicitement l'écho du doute qui tenaille une partie de la bourgeoisie : « *Certes, je le sais, la monnaie unique ne figure pas officiellement à l'ordre du jour de la conférence inter-gouvernementale. Officiellement aussi (...), rien ne doit venir bloquer la réalisation de la troisième phase, laquelle est prévue dans Maastricht pour se dérouler selon un calendrier automatique à partir de critères bien précis. L'ennui, c'est que la vie des peuples n'a rien à voir avec la robotique et que la plus rigide des mécaniques juridiques ne peut pas résister bien longtemps aux contradictions sociales que nous voyons se produire dans l'Europe entière, et tout particulièrement en France.* » (3)

L'erreur de Jacques Chirac et Alain Juppé aura été de ne pas saisir l'effet cata-

1) C'est, en effet, en rompant des lances avec l'orthodoxie libérale des gouvernements précédents que Jacques Chirac put rassembler, au second tour de l'élection présidentielle, un nombre plus important qu'à l'ordinaire, pour un candidat de droite, de suffrages populaires et une majorité d'électeurs entre 18 et 34 ans.

2) Voir l'article de Maxime Durand dans le présent numéro.

3) *La Tribune*, 18 décembre 1995.

lyseur, sur le mécontentement social, des attaques portées simultanément aux services publics, aux conditions de vie et, surtout, à la Sécurité sociale, un acquis symbole de l'Etat-providence, dont les fondements remontaient à la Libération. S'inspirant de la tactique de Margaret Thatcher face aux mineurs britanniques, ils escomptaient passer en force sur un mouvement ouvrier affaibli par des années d'échecs et d'impuissance, pour n'affronter qu'un mouvement gréviste confiné au seul domaine des chemins de fer. C'était s'aveugler sur le fait que les désastres sociaux engendrés par les politiques mises en oeuvre depuis une vingtaine d'années avaient conduit le pays au seuil de l'explosion (4). C'était également méconnaître l'encouragement que pouvait donner au mouvement social l'arrêt de travail des cheminots, en paralysant une bonne partie de l'activité.

La mémoire des précédents conflits fit le reste. A commencer par celle des grèves de 1986-1987, qui avaient vu la jeunesse scolarisée, les agents de conduite de la SNCF et les électriciens partir successivement à la bataille, sans trouver de convergence véritable. Cette fois, la coïncidence des attaques gouvernementales facilita la jonction des secteurs en lutte. Les étudiants se mobilisèrent massivement, dès la rentrée, contre l'austérité altérant leurs conditions d'études. Presqu'en même temps, la fonction publique et le secteur public observaient deux journées de grève contre le blocage des salaires dont ils étaient victimes. L'annonce ultérieure du plan Juppé sur la protection sociale, la mise en cause des régimes spéciaux de retraites des salariés de l'Etat et l'annonce du contrat de plan à la SNCF, les menaces de plus en plus précises pesant sur le statut d'entreprises publiques comme EDF-GDF et France-

Télécom favorisèrent la confluence des combats. D'autant que la conscience se répandait de sa nécessité pour imposer un rapport de forces adéquat au défi lancé par le pouvoir. La grève des cheminots entraîna celle des transports parisiens (RATP) puis, par effet de contagion, celle des électriciens, des employés des centres de tri et de France-Télécom, des agents des impôts, d'une fraction des enseignants. L'exigence du retrait du plan Juppé apparut très vite comme l'élément unificateur des secteurs en lutte et le mot d'ordre qui pouvait permettre l'extension au privé.

## LES OBSTACLES À LA GREVE GÉNÉRALE

A partir d'une telle situation, inédite depuis fort longtemps, la grève générale devenait objectivement possible. Si elle ne se réalisa pas, il faut en chercher l'explication dans trois ordres de facteurs.

Le premier a trait à la réalité de la grève elle-même. Si elle paralysa SNCF ou RATP, elle ne fut jamais totale dans l'ensemble de la fonction publique et du secteur public. Plus fondamentalement, le privé demeura, pour l'essentiel, à l'écart du mouvement, même si des débrayages furent organisés, notamment à l'occasion des grandes manifestations du 12 décembre. La sympathie, pour ne pas parler de complicité, des salariés du privé avec les fonctionnaires ne se démentit jamais, au point que les sondages exprimèrent jusqu'au bout une popularité majoritaire de la grève dans l'opinion. Il n'en demeure pas moins que le poids de la crise et des échecs antérieurs (5), l'ampleur des restructurations industrielles, la précarisation du travail et la crainte omniprésente du chômage, l'affaiblissement concomitant de l'organisation



syndicale dans le privé exercèrent une pression finalement déterminante.

Le deuxième facteur renvoie à l'absence de direction de la grève. A aucun moment, les organisations syndicales impliquées dans la bataille (Confédération générale du travail, Force ouvrière et Fédération syndicale unitaire des personnels de l'Education nationale), ne lancèrent le mot d'ordre de grève générale. Bien sûr, ce dernier n'eût pas nécessairement levé tous les obstacles. Il eût cependant offert aux travailleurs les plus combattifs la garantie indispensable pour se lancer dans l'action et enclencher une dynamique. Pire, il n'exista même pas d'intersyndicale nationale, les échéances de centralisation et les appels aux manifestations étant déterminés parallèlement par chaque syndicat. La mobilisation étant trop puissante, nul ne se hasarda cependant à chercher à la diviser ou à la dévoyer. Les états-majors surent, au contraire, la chevaucher et même se retrouver au coude à coude dans les temps forts et les démonstrations de rue qu'ils avaient convoqués séparément. De cette attitude ambivalente, découla l'absence de processus d'auto-organisa-



4) Ce qui amenait même Claude Bébear, dirigeant du grand groupe financier Axa, à parler, au début de cette année, de "situation pré-révolutionnaire".

5) A commencer par celui qui avait vu, en 1993, le gouvernement Balladur imposer l'allongement du nombre d'années nécessaires à l'obtention d'une retraite complète pour les salariés du secteur privé.

6) Au lendemain de l'élection présidentielle, craignant de voir le PS retirer tous les bénéfices de l'usure rapide de l'équipe au pouvoir, le PCF avait tenté de se présenter en interlocuteur privilégié de celle-ci. Au nom d'une "opposition constructive" il interpella la droite chiraquienne sur le respect de ses engagements électoraux.



tion. Le mouvement gréviste fonctionna essentiellement par assemblées générales dans les entreprises concernées, mais il n'exista pas de comités de grève — à l'échelle du pays ou des branches —, voire de coordinations semblables à celles qui avaient mené la lutte des cheminots en 1986, ou celle des infirmières, en 1988.

L'inexistence d'une alternative politique peut être considérée comme la troisième hypothèque ayant pesé sur le développement de la mobilisation. Le Parti socialiste se refusa d'emblée à toute attitude qui eût pu aggraver la crise politique et bousculer un calendrier électoral dont il escompte être le bénéficiaire, à l'occasion des législatives de 1998. Sur le fond, Lionel Jospin et les autres dirigeants socialistes se bornèrent à critiquer la « méthode » utilisée par le gouvernement, éparpillant l'essentiel du plan Juppé. Lequel s'inscrit, il est vrai, dans la continuité des mesures adoptées par les gouvernements désignés par François Mitterrand entre 1988 et 1993. Pour ce qui le concerne, bien qu'à peine sorti de sa ligne d'« opposition constructive » le Parti communiste s'est engagé dans le soutien à la protestation sociale. Pour autant, il se déroba aux initiatives dont aurait pu émerger un début de répondeur politique à la grève, de crainte sans doute de se trouver dépassé par une dynamique de rassemblement qui aurait visé le retrait du plan Juppé autant que le départ de son initiateur. Refusant toute perspective « mettant en cause le gouvernement Juppé ou posant le problème d'une dissolution de l'Assemblée nationale », son secrétaire national,

Robert Hue, se borna à constater que la gauche française n'était « pas prête » pour « une alternative progressiste » (7). Quant à la gauche alternative et à l'extrême gauche, éparpillées et divisées durant l'élection présidentielle, elles ne purent, de concert, apporter de réponse à la mesure des enjeux.

## ONDE DE CHOC

De grève générale, il n'y eut donc point et, à quelques jours de Noël, le travail reprit dans l'essentiel des secteurs paralysés. Reste que le mouvement gréviste aura fait entrer dans l'action des centaines de milliers d'hommes et de femmes, que la rue réunit des foules innombrables, souvent sans équivalent depuis la Libération. Les manifestations du 12 et du 16 décembre, les plus importantes, rassemblèrent plus de deux millions de personnes dans toute la France et, dans de nombreuses villes (Marseille, Rouen, Bordeaux, Lyon, Toulouse, Rennes...), de véritables déferlantes vinrent même ponctuer des défilés qui se faisaient presque quotidiens. Non sans raison, le géographe Hervé Le Bras y discerne un soulèvement contre la tradition centralisatrice perpétuée par des élites de plus en plus coupées du corps social : « C'est le refus du schéma d'un Paris qui donne des ordres et attend de la province qu'elle obéisse. Alain Juppé représente, aux yeux des manifestants, cette autorité 'arrogante'. C'est un peu l'image de la place de la Concorde avec l'obélisque entouré des statues des villes. » (8) A elle seule, la remarque témoigne du séisme qui vient de secouer le paysage français et dont l'onde de choc sera encore perceptible longtemps.

Tout d'abord, même si le plan Juppé sur la Sécurité sociale demeure en vigueur, le recul du gouvernement sur les régimes spéciaux de retraite, le retrait du contrat de plan à la SNCF, le début d'enlisement des dossiers européens portant sur la dérégulation d'EDF ou de France-Télécom, ou encore le déblocage de crédits pour les universités ont été enregistrés comme de vrais succès. Contrairement à tant d'épreuves de force antérieures, la grève ne s'est pas conclue par une défaite.

Ensuite, les journées de décembre auront traduit le retour de la lutte des classes sur la scène politique nationale. Le mouvement aura, par exemple, permis de retisser des solidarités que la crise avaient auparavant déchirées. Ainsi, les cheminots se seront-ils perçus comme l'avant-garde du mouvement social, ce dont témoignent les débats houleux qui présidèrent à la reprise du travail, le sentiment dominant qu'une manche venait d'être remportée mais qu'il restait, pour le monde du travail

tout entier, à gagner la bataille. De même, la mobilisation aura renoué avec des traditions de lutte et une mémoire des combats ouvriers passés, les drapeaux rouges hérissant les cortèges ou la reprise de l'*Internationale* dans les manifestations en donnant l'exacte mesure. Si comités de grève et coordinations ne foisonnèrent pas, une multitude de liens interprofessionnels se reconstitua, l'exemple le plus avancé restant celui de Rouen-Notre-Dame où la coordination des délégués des assemblées générales de cheminots se vit rapidement élargie aux autres secteurs en lutte, pour devenir un véritable creuset de la grève. De multiples débats politiques se réactiveront aussi, sur l'enjeu d'une grève générale, sur l'alternative à opposer à la droite, sur les choix de société révélés par la lutte, sur la dimension européenne de la bataille engagée... Ou encore sur la place des femmes, qui s'engagèrent en nombre dans la mobilisation (9).

Enfin, ce mouvement aura posé, fût-ce en pointillé, les questions politiques centrales du moment. L'exigence du départ du Premier ministre n'aura cessé de monter des manifestations. Et, si ce dernier demeure aujourd'hui en fonction, son isolement et son discrédit apparaissent tels que sa succession s'avère ouverte. C'est l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Balladur, Charles Pasqua, qui en aura d'ailleurs donné le signal, en appelant publiquement de ses vœux une « autre politique ». Cherchant à ressusciter le vieux mythe gaulliste et à incarner ainsi une issue, populiste autant qu'autoritaire, à la crise, il expliquait récemment : « De même que le général de Gaulle disait : "La politique de la France ne se fait pas à la Corbeille", on ne peut pas se contenter de dire aux Français : notre objectif est la réduction des déficits sociaux et budgétaires. Derrière la sécheresse des mots, il y a des hommes et des femmes, avec leurs espoirs et leurs peurs aussi. » (10) On le voit, du débat sur la performance de l'équipe en place à celui portant sur le poids des marchés financiers ou l'opportunité du passage à la monnaie unique au terme du calendrier fixé à Maastricht, il n'y a qu'un pas que d'aucuns, au sein de la majorité, n'hésitent plus à franchir...

Par conséquent, à moyen terme, bien des cartes vont se redistribuer. La situation du monde syndical en fait tout particulièrement foi. La grève l'aura scindé entre les

7) *L'Humanité*, 7 décembre 1995.

8) *Le Monde*, 27 décembre 1995.

9) Signe évident que s'est enclenché un nouveau cycle de luttes, peu avant le déclenchement des grèves, une manifestation nationale avait réuni 40 000 personnes, à Paris, en défense des droits des femmes menacés par l'activisme de l'extrême-droite et des chrétiens intégristes.

10) *L'Express*, 7 décembre 1995.

organisations engagées dans le mouvement (CGT, FO, FSU) et celles qui préfèrent appuyer le gouvernement, à l'instar de la direction de la CFDT. L'attitude de cette dernière, dictée par l'évidente volonté de devenir le partenaire privilégié du patronat et du gouvernement, aura cependant suscité l'apparition publique d'une seconde CFDT, intitulée « *CFDT en lutte* » dans les manifestations, autour de la fédération des cheminots, des secteurs présents dans les grèves et de l'opposition de gauche interne à la confédération. Cinq cents responsables du syndicat signèrent d'ailleurs un appel à la généralisation de la grève, désavouant au même coup la position de leur secrétaire générale, Nicole Notat. La bataille va probablement se poursuivre, dans la confédération, pour un congrès extraordinaire qui tranche entre les orientations en présence et puisse changer l'équipe dirigeante.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait également évoquer le rôle particulièrement actif joué par de nouvelles forces syndicales, comme la FSU dans l'enseignement ou la fédération SUD-PTT à la Poste ou à France-Télécom. Ou encore le profond clivage que la grève aura provoqué chez les intellectuels se réclamant de la gauche. Si certains, emportés par les théories en vogue dans la dernière période, se rangèrent, au nom de la modernité, dans le camp du gouvernement, d'autres, fort nombreux, prirent fait et cause pour les travailleurs. Deux cents sociologues, économistes, militants associatifs ou hauts fonctionnaires signèrent même, derrière la figure emblématique de Pierre Bourdieu, un appel de soutien au mouvement gréviste, appelant « *à s'associer à la réflexion radicale sur l'avenir de notre*

*société qu'il engage* ».

### CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Autant dire que l'arrêt de la grève ne met pas fin au mouvement social. Le gouvernement a tenté de jouer le pourrissement des mobilisations et leur dévoilement par l'entremise d'un « *sommet social* », d'une rencontre fourre-tout avec les confédérations, le 21 décembre, l'ordre du jour n'abordant délibérément pas la réforme de la Sécurité sociale. La montagne aura finalement accouché d'une souris. Pris en tenailles entre des prévisions économiques catastrophiques (11) et l'intransigeance d'un patronat refusant d'envisager l'augmentation des salaires ou des minimums sociaux autant qu'une négociation sur la réduction du temps de travail, il n'aura pu offrir de "grain à moudre" à ses interlocuteurs syndicaux. Cela ne contribuera pas à faire baisser la pression sociale. Il est d'ailleurs fort significatif que des conflits très durs se soient prolongés, malgré la « *trêve des confiseurs* », dans les transports maritimes ou au centre de tri de Caen.

Dès janvier, les échéances vont se précipiter. Juppé a prévu de recourir à la procédure exceptionnelle des ordonnances, qui lui évite d'avoir à présenter au Parlement des projets de loi sur chacun des aspects de sa réforme. La première de ces ordonnances instituera le prélèvement dit du « *remboursement de la dette sociale* » et la seconde initiera une réforme visant directement l'hôpital public. Et le contrôle du Parlement sur les fonds de la Sécurité sociale impliquera, à la fin du mois, une réforme de la Constitution. Autant d'occasions, pour le mouvement



social, de rebondir, s'il sait trouver de nouvelles initiatives centralisatrices, propres à relancer la bataille et la grève pour le retrait du plan Juppé. L'idée commence donc à prendre corps d'une gigantesque manifestation nationale à Paris.

Durant toutes ces semaines, la LCR joua un rôle très actif. Elle souligna le lien entre l'exigence du retrait de la réforme de la Sécurité sociale, l'objectif nécessaire du départ de Juppé et le moyen d'y aboutir, la grève générale, conditions pour que commence à surgir une issue politique conforme à l'attente des travailleurs et de la jeunesse. En même temps, elle proposait au débat de toute la gauche et des travailleurs en lutte un plan de mesures d'urgence susceptible d'engager une rupture avec la logique capitaliste et libérale en vigueur. L'audience qu'elle en retire aujourd'hui, le rapprochement de nouveaux militants lui seront précieux pour aborder les prochaines étapes. Pour participer notamment aux grands débats nationaux qui s'annoncent sur la protection sociale et sur l'Europe à bâtir. Et pour travailler à construire, sur la base de l'expérience en cours, l'alternative radicale et mobilisatrice qui fait tant défaut. ★



11) Dans une note de conjoncture, l'INSEE prévoit que les dispositions prises pour réduire les déficits sociaux ponctionneront fortement le pouvoir d'achat. Ce qui se traduira, selon un scénario désormais classique, par le ralentissement de la consommation, lequel pèsera négativement sur l'investissement productif, donc sur l'emploi. « *Cela représenterait 150 000 chômeurs de plus* », constate le quotidien financier *la Tribune*, le 19 décembre.

# Une attaque généralisée contre la valeur du travail

*Les mutations économiques qui touchent désormais les pays européens proviennent d'un socle commun. Les déréglementations et privatisations répondent, en effet, à des besoins nouveaux du capital. Ce qui diffère par contre d'un pays à l'autre ce sont les formes politiques et sociales que prend la mise en œuvre de ce changement. La France n'échappe pas à ses propres particularités, avec des facteurs historiques anciens (rôle et poids des services publics par exemple) et des facteurs plus récents comme la politique suivie depuis près de quinze ans par des gouvernements socialistes ou de droite.*

*Claude Gabriel*

*Paris, 6 décembre 1995*

**C'EST LA COMBINAISON** de ces facteurs qui a fait de la résistance au plan gouvernemental un mouvement social sans précédent depuis 1968. Or, la plupart des commentateurs français ont appuyé la propagande gouvernementale sur le thème de la « juste réforme », de la nécessité de « préparer l'avenir » en résorbant les « privilèges ». Telle est, du moins, la rationalité invoquée, car, en réalité, ce discours ne tient pas un instant à l'analyse. La vraie rationalité est ailleurs : ce sont les besoins du capital et les échéances politiques et économiques du Traité de Maastricht qui, désormais, accélèrent le processus. Le patronat français a mené depuis plusieurs années une bataille contre le taux « trop élevé » des charges sociales qu'il est appelé à payer sur les salaires distribués. Ce faisant, il a pu s'attaquer à la fois au coût direct du travail et à son coût indirect, puisque les charges sociales forment, dans un pays comme celui-ci, un indicateur de la socialisation de certains besoins.

Les déficits des comptes sociaux (dont il est tant question pour justifier la réforme) s'expliquent en grande partie par cette dévalorisation du travail et par le niveau du chômage, puisque la protection sociale

est financée par les revenus du travail. D'autre part, la manière dont le pouvoir aborde les problèmes d'endettement public montre de manière très limpide son caractère de classe. Désormais un « droit acquis » est devenu un privilège ; l'abolir est donc un moyen de réduire les coûts de fonctionnement de l'Etat. C'est le message émis par les milieux bourgeois et les faiseurs d'opinions les plus aisés et les plus privilégiés du pays.

Un peu d'histoire

En France, comme dans d'autres pays européens, le temps est bien fini où les salaires suivaient les gains de productivité et épousaient la hausse des prix, après un délai plus ou moins important selon l'ampleur des conflits revendicatifs. A partir de la récession de 1981-1982, on a effectivement assisté en France (et dans beaucoup de pays européens) à une déconnexion grandissante entre les salaires et la progression de la productivité (l'inflation pour sa part enregistrant une baisse durable). Les gains de productivité ont donc servi à améliorer le taux de marge des entreprises et ne se sont reportés qu'accessoirement sur les salaires.

Au début, il était encore possible d'inter-

préter ce processus comme un effet conjoncturel de la crise. Mais, cette tendance s'est approfondie au cours des dix années suivantes, quelle que soit la situation économique. Durant la reprise de 1987 à 1990, la hausse du salaire réel a été inférieure à celle du PIB et de la productivité. Puis dans la phase de récession (1991-1993), l'évolution de ces trois indicateurs a été plus ou moins la même. Mais lors des deux années suivantes, alors que le PIB croît de plus de 3% et la productivité de plus de 2 %, le taux de croissance du salaire réel continue à baisser (voir tableau). Sur l'ensemble de ce cycle économique, la progression du salaire est donc restée inférieure à celle de la productivité. C'est ainsi que s'est progressivement dessiné un changement structurel de la formation des salaires, déconnectée de la conjoncture. Ce phénomène ne touche évidemment pas que la France, mais il y a pris un tour singulier (par la faible résistance des travailleurs) en s'amorçant sous des gouvernements socialistes.

Dévalorisation du travail

Aussi, ce mécanisme s'étend-il peu à peu aux différents secteurs et à leurs entreprises. Les métiers et les catégories pro-

Taux de croissance annuel moyen au cours du dernier cycle économique

	87-90	90-93	93-95
PIB	+4,0%	+0,3%	+3,1%
Salaires	+1,3%	+0,8%	+0,1%
Productivité	+2,7%	+0,8%	+2,2%

Source : OCDE

fessionnelles qui échappent à cette tendance sont aujourd'hui minoritaires (ce qui ne veut pas forcément dire marginaux). Les différents niveaux de qualification sont progressivement dévalorisés selon un processus qui mêle les restructurations industrielles et l'existence d'une « réserve » d'effectif constituée par un

chômage touchant pratiquement toutes les catégories professionnelles. Finalement, c'est la valeur de la force de travail qui est globalement tirée vers le bas.

Le marché du travail, lui-même, s'est modifié progressivement en fabriquant

ou en développant des formes de contrats qui font définitivement voler en éclats la notion de salaire minimum. C'est évidemment le cas pour le travail à temps partiel et c'était en 1993 le sens de la proposition du gouvernement de droite d'instaurer un salaire minimum jeune inférieur à celui des adultes. Il est tout aussi significatif que pour répondre à des besoins nouveaux en matière de services publics, notamment territoriaux ou sociaux, on fasse de plus en plus appel à des emplois dont le coût est inférieur au salaire minimum. Il s'agit donc bien d'emplois nécessaires (et non plus d'assistance) dont le coût est administrativement abaissé.

### LA PRESSION DU CHOMAGE

Du coup, c'est la notion même de contrat de travail qui est progressivement mise sur le gril. Pourquoi, en effet, ne pas considérer chaque salarié comme une

petite entreprise de service proposant une prestation ? En poussant la logique du travail précaire jusqu'au bout les patrons cherchent à rompre avec ce qu'ils appellent le « carcan » contractuel ?

Quelques uns

n'ont pas caché leurs intentions : « On ne retrouvera pas le plein emploi salarié, mais on créera de nouvelles formes de travail et on libérera les initiatives » ou encore il faut « remplacer le contrat salarié traditionnel par un contrat commercial entre une entreprise et un entrepreneur individuel » (Alain MADE-

LIN, alors Ministre des Entreprises, *Les ECHOS*, 6 septembre 1994).

C'est dans ce contexte que, désormais, gouvernement et patrons avancent des formules de « réduction du temps de travail » pour, disent-ils, limiter le nombre des licenciements et « sauver des emplois ». Au fil des années, de nombreux accords et réglementations ont été passés permettant de renforcer la flexibilité du travail et de réguler le temps de travail sur l'année et non plus sur une base hebdomadaire. Ces

dispositifs ont permis d'améliorer la gestion des effectifs par les patrons tout en éliminant les « surcoûts salariaux » traditionnels. Il s'agit, une fois encore, de dégager de nouveaux gains de productivité et, sous couvert de « sauver des emplois », d'abaisser la valeur du travail.

### TRANSFERTS DES SALARIÉS ET DE L'ETAT VERS LES ENTREPRISES

On comprend, dès lors, la difficulté qu'il peut y avoir à maintenir un haut niveau de protection sociale fondée sur les revenus du travail, alors que ce même travail est en cours de dévalorisation. Le fléchissement de la masse salariale a, par ailleurs, de fâcheuses conséquences sur les recettes fiscales de l'Etat. En 1994, la France a connu une légère augmentation des emplois, mais la nature de ceux-ci (temps partiel, travail précaire) a finalement effacé l'impact fiscal que l'on pouvait en escompter. La dévalorisation du travail a



donc des conséquences directes sur les comptes sociaux et sur les revenus de l'Etat. Il n'en est que plus scandaleux de demander à ceux dont le travail a été ainsi dévalué de couvrir maintenant le manque à gagner.

### LES DÉFICITS PUBLICS

L'Etat doit faire des économies et, pour cela, réduire ses frais de fonctionnement. Pour justifier ce douloureux programme, la presse aux ordres rappelle que tout cela est, finalement, payé par les contribuables à travers des impôts. Chacun devrait donc y trouver son intérêt. Ce qui est finalement suggéré c'est que le « train de vie » de l'Etat est trop élevé et que cette gabe-gie résulte fondamentalement de la grande masse des fonctionnaires. Or, l'analyse montre exactement l'inverse. L'évolution des déficits français a épousé l'évolution de la croissance économique. Alors qu'ils ont représenté 2 % du PIB jusqu'en 1990, période de croissance soutenue, ils s'aggravent par la suite en suivant le retournement de conjoncture. En réalité, les finances de l'Etat ont du supporter une stagnation des rentrées fiscales, un fort accroissement de l'aide aux entreprises (pour qu'elles contribuent à réduire le chômage !) et une hausse de la charge d'endettement à cause des taux d'intérêts du marché. Mais en structure, il y a eu fort peu d'évolution des dépenses de fonctionnement. En 1987, la part de celles-ci dans le PIB était d'environ 22 % ; elle était de 21,9 % en 1994. La part des salaires des fonctionnaires dans



le total de ces dépenses était de 22,3 % en 1987 ; elle était de 22,4 % en 1994. Les déficits publics proviennent donc d'ailleurs et il n'y a pas eu d'« explosion » des dépenses publiques.

Le raisonnement tenu par les avocats de la politique gouvernementale sert, par contre, à cacher un certain nombre de choses. Tout d'abord, l'impôt sur les bénéfices des entreprises a diminué de 37 milliards de francs entre 1990 et 1994 alors que les bénéfices de celles-ci progressaient de 50 milliards. Au cours des cinq dernières années, la perte de recettes publiques, due au chômage, est évaluée à environ 100 milliards de francs. La fiscalité sur les revenus du capital et de l'épargne a été systématiquement allégée en comparaison avec ce qui était appliquée aux revenus du travail. la différence de pression fiscale a atteint, selon un rapport officiel, 10 % (Rapport Ducamin, 1994).

Le second tour de passe-passe concerne la dette. Les taux d'intérêts appliqués aux emprunts d'Etat sont évidemment ceux du marché. Mais dans la situation actuelle cela fait que les administrations payent environ 300 milliards de francs d'intérêts par an, c'est-à-dire deux-tiers du déficit total. En d'autres termes, la rente versée sur le marché obligataire nourrit grandement la dette. Mais il est très mal vu de rappeler cela, alors que les « marchés » sont sensés jouer le rôle de grand arbitre vertueux. Au tout début du conflit, le ministre du Travail et des Affaires sociales déclarait : « *Nous ne louvoierons pas entre les lobbies (...) nous n'avons*

*pas le droit de faire marche arrière (...), les marchés ne nous le permettraient pas* ». Il faut que l'époque soit bien étrange pour que l'on puisse dénoncer le « lobby » de plusieurs millions de salariés tout en consacrant l'objectivité des « marchés ». Mais c'est évidemment à cela que l'on reconnaît les authentiques porte-parole de la bourgeoisie.

Le troisième « oubli » du raisonnement officiel se rapporte aux propositions d'économie. Il n'est jamais question des militaires quand il faut évoquer les privilèges des fonctionnaires. Ils forment pourtant, par excellence, un corps non productif et sans obligation de productivité ! Rien n'est dit non plus sur le coût de l'arme nucléaire (avec les succès diplomatiques que l'on sait !). Si les crédits de défense augmentent peu dans l'actuel budget, tous les grands programmes militaires ont été préservés même si leur réalisation est échelonnée.

On voit donc, en définitive, ce qui a pu mettre le feu aux poudres quand le gouvernement a décidé de s'attaquer aux fonctionnaires et personnels des services publics, après des années d'attaques contre les travailleurs du privé. La décision d'allonger le temps de cotisation des fonctionnaires pour accéder à une indemnité de retraite pleine et entière a été justifiée au nom de l'alignement sur la situation des gens du privé. Mais la règle appliquée à ces derniers ne date que de deux années et avait été imposée sans réaction d'ampleur, notamment de la part des directions syndicales. C'est pourquoi la violente réaction du service public a pu prendre la forme d'une défense élargie à toutes les catégories de salariés. Mais cette question de l'unité face aux attaques est évidemment une toute autre affaire.



## L'extension au privé était-elle possible ?

La grève des cheminots s'est propagée avec une idée devenue très populaire : c'est le moment ! C'était la prise de conscience d'un moment privilégié pour étendre le mouvement, non seulement dans les services publics et la fonction publique, mais aussi dans les entreprises privées. Renault n'est pas encore une entreprise privée, mais un démarrage de la grève dans une des usines du groupe aurait pu faire basculer la situation pour l'extension. Nous avons contacté Régis Louail, militant CGT de Renault Cléon (Seine Maritime), entreprise de 5 500 salariés.

*Propos recueillis par Dominique Mezzi.*

**Inprecor :** La possibilité d'extension de la grève a-t-elle été ressentie à Renault ?

**Régis Louail :** Cela a été ressenti par les équipes militantes. Sur Renault Cléon, il y a encore l'expérience de la grève de 1991, pour les 1500 francs pour tous. Nous savions alors que la condition pour gagner était une extension de ce combat à l'ensemble des salariés. Après cette grève, la raison principale de l'échec a bien été comprise : l'absence de généralisation. Cela a d'abord été compris par les équipes militantes, puis par les salariés. Quand le mouvement a démarré chez les cheminots, ce qui était bien compris c'est que le mouvement démarrait sur la question de la protection sociale en général. C'est à dire une question concernant l'ensemble des salariés. Dans les équipes militantes, il y avait compréhension de la nécessité d'une grève générale pour gagner. A partir du moment

où il y avait tendance à la généralisation dans le public, on a senti que c'était le moment.

Mais chez les salariés, c'était un peu différent. Après le mouvement de 1991, tout le monde disait : il faudra que cela pète, il faut une bonne grève générale, un nouveau Mai 68. Quand nous allions voir les travailleurs dans les ateliers pour leur dire que le moment qu'ils attendaient depuis des mois était venu, ils écoutaient, mais il manquait quelque chose pour les convaincre. Ce qui a manqué, c'est un positionnement des grandes confédérations. Notamment celui de la CGT. Les équipes militantes de terrain avaient beau dire : il faut généraliser, à partir du moment où le mouvement confédéré, notamment la CGT, n'était pas porteur de cette perspective au plan national, il y avait un problème de crédibilité des équipes militantes. Les gens nous faisaient

confiance localement, mais comme ils n'étaient pas convaincus de l'engagement national de la CGT, ils ne sentaient pas que c'était le moment.

● **L'obstacle à la généralisation a donc été principalement le positionnement public des confédérations ?**

Il y a des obstacles subjectifs et objectifs. Pour savoir lequel prime sur l'autre, c'est difficile. Mais il est évident que l'absence de positionnement correct du mouvement confédéré a pesé dans la crédibilité des équipes militantes qui voulaient, elles, prendre leur place dans la généralisation. Mais il reste des difficultés objectives. A Renault, même si nous ne sommes pas une entreprise privée, nous sommes régis par les mêmes règles depuis les années 1982-1984. Et nous avons connu une avalanche de défaites, même si elles sont partielles. Sur la question des effectifs, le fait d'avoir vu les emplois du groupe réduits de moitié, cela pèse. A Cléon, nous sommes passés de 10 000 à 5 500 personnes. Ce n'est pas vécu comme une position de force. Nous avons eu 500 intérimaires au printemps à Cléon puis nous sommes retombés à zéro, malgré une bagarre pour l'embauche. Sur la grève pour les salaires en 1991, il y a eu des avancées énormes au niveau des classifications dans l'usine. Mais sur le fond, vu l'objectif fixé, cela reste un échec. Et tous ces échecs mis bout à bout. Y compris sur la protection sociale, il y a le plan Juppé, mais avant, il y a eu défaite sans combat sur la question des 37,5 annuités dans le privé. Le mouvement social fonction publique remet à l'ordre du jour le retour aux 37,5 annuités. Mais le fait de ne pas avoir mené la bagarre en 1993 pose quelque part un problème de crédibilité. Pourquoi ce qui n'a pas été possible en 1993 le deviendrait subitement ?

● **Y a-t-il aussi un brouillage sur les enjeux de la sécurité sociale, notamment sur les problèmes de fiscalisation, de contrôle parlementaire ?**

A une échelle de masse, c'est le brouillage. Les gens ne perçoivent pas ce que signifie ce système, avec la fiscalisation grandissante, les décisions politiques, etc. Ils ne voient pas concrètement ce que cela va changer. Au niveau médiatique, en plus, la grève était présentée comme une bagarre contre le contrat de plan et pour les régimes spéciaux de retraite. Sur Rouen, les cheminots ont démarré la grève sur le retrait du plan Juppé, et ont refusé de démarrer sur une seule question spécifique. Y compris pour gagner sur le problème spécifique, il fallait un énorme rapport de force. Qui ne pouvait être construit qu'avec l'ensemble des salariés. Donc ils ont eu cette intelligence dans le mouvement à Rouen de mettre en avant la question du plan Juppé. Mais entre le

discours des cheminots ici et ce qui était martelé à longueur de journée par les médias, à savoir une grève de fonctionnaires, ou des cheminots sur le contrat de plan et les retraites, il y avait un écart qui a pesé. On l'entendait dans l'usine. Mais ce n'était pas non plus vécu comme la défense de privilèges. Les salariés comprennent bien que là où il y a un régime plus avantageux, c'est le résultat d'une lutte. C'est compris aussi en fonction des attaques portées contre leur propre régime. Si demain il y a privatisation, même si cela ne change pas la logique de fond de gestion, une série d'avantages découlant du statut d'entreprise nationalisée vont disparaître. Il y a donc une sensibilité un peu particulière à Renault, qui n'existe pas forcément dans tout le privé, où n'existe pas ce statut particulier.

● **Mais votre participation aux divers mouvements a été quand même importante...**

Oui. Cela a démarré le 10 octobre, quand il y a eu appel à la grève des fonctionnaires. Nous avons essayé d'emblée d'être partie prenante de ce mouvement. Pas en terme de solidarité avec les fonctionnaires, mais en comprenant que le blocage des salaires concernait non seulement les fonctionnaires, mais l'ensemble des salariés. Nous avons expliqué que le combat commençant dans la fonction publique concerne tout le monde. Nous avons réalisé des débrayages relativement massifs le 10 octobre et une bonne participation aux manifestations. Ce qui est nouveau à Cléon. Les grèves pouvaient être puissantes, mais dans l'usine. On n'avait jamais réussi sauf en 1987 sur les licenciements à faire sortir les gens massivement de l'usine. C'est un problème déjà rencontré dans le conflit de 1991. La nécessité de prendre des initiatives en direction d'autres entreprises n'était pas comprise. Le 10 octobre, nous avons réussi à faire sortir environ 400 personnes. Et là, sur les trois grandes manifestations, on a réussi à faire sortir entre 700 et 1000 personnes sur l'équipe du matin, soit 20 % à 30 % de l'effectif. Dix à douze cars à Rouen à vingt cinq kilomètres de l'usine, c'est nouveau. Avec les travailleurs revenant à l'usine super-« regonflés ». Mais reprenant quand même le travail...La grève a été perçue à Renault à coup de journées d'action répétitives. Avec participation massive aux journées, mais sans que nous soyons capables d'installer l'usine dans la grève.

● **Vous avez également participé au Comité d'organisation des cheminots ?**

Oui, je crois que c'est une des choses les plus importantes. Une des limites de toutes les grèves à Cléon a toujours été le poids du mouvement syndical et la fai-



blesse de l'auto-organisation. Nous n'avons pas installé la grève dans l'usine, donc la question d'une auto-organisation ne s'est pas posée directement. Par contre, dès le départ, il y a eu reconnaissance des formes d'organisation des cheminots et de la grève sur l'agglomération rouennaise. Y compris par le syndicat CGT Renault Cléon. Lorsqu'il a été question de discuter des initiatives, notamment la venue des cheminots dans l'usine de Cléon (ils sont venus à trois cents ou quatre cents) aux portières, cela a été préparé avec le comité d'organisation des cheminots. Nous en avons débattu au bureau du syndicat sur le forme concrète. Et pendant toute la grève, tous les jours pratiquement, une délégation du bureau du syndicat CGT était présente au comité d'organisation. Pour écouter ce qui était décidé par les secteurs présents en plus des cheminots (la Poste, les autres syndicats, etc), et en déduire ce que nous pouvions faire pour soutenir. C'est très important. Il y a quelques années, des militants CGT se seraient opposés de toutes leurs forces à ce type d'organisation de la grève. Et qui disaient : c'est bien clair que la prochaine fois que nous nous installerons dans la grève à Cléon, il faudra être en capacité de mettre en place un même type d'organisation de la grève. Pour que dans les moments difficiles, les décisions soient prises par tous. Cela a été bien assimilé par les militants de l'usine.



# Pologne

## Veillée d'armes post-électorale ?

L'élection du candidat social-démocrate « post-communiste » Aleksander Kwasniewski à la présidence de la République clôt un chapitre dans l'histoire polonaise. Elle sanctionne la déception populaire envers les politiciens issus de « Solidarité » et le rejet d'une politique de restauration du capitalisme selon les recettes néolibérales. Mais, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, le vainqueur s'est engagé à poursuivre cette politique.

Par Jan Malewski  
Paris, décembre 1995

**IL LAISSE AINSI LE TERRAIN LIBRE** à la mobilisation de ceux qui en payent le prix au nom de la lutte contre les fantômes du passé stalinien, judicieusement ramenés sur l'avant-scène par le président sortant Lech Walesa. Celui-ci a choisi une politique de déstabilisation en armant plusieurs bombes à retardement avant de quitter la présidence.

Six ans après la chute du régime bureaucratique d'origine stalinienne, c'est en effet un homme qui a fait ses classes dans les gouvernements du général Jaruzelski qui a été porté à la tête de l'État polonais. Rappelons qu'en juin 1989, après avoir négocié avec l'opposition lors d'une table ronde, les candidats de l'ancien régime avaient été balayés par la victoire électorale de l'opposition qui avait raflé la quasi-totalité des sièges à pourvoir au cours d'un scrutin partiellement libre (1). A la suite de ce revers, le général Jaruzelski — abandonné par les députés des deux partis satellites de l'ancien régime — s'était vu forcé de laisser le gouvernement à Tadeusz Mazowiecki, puis de se démettre de la présidence en 1990, laissant ainsi Lech Walesa devenir le premier président élu au suffrage universel. Le nouveau régime modifia la Constitution, entreprit la transformation de l'économie polonaise selon les recettes néolibérales, réorganisa les structures de l'État pour en faire une démocratie parlementaire coiffée par une présidence ayant la haute main sur les affaires intérieures et étrangères ainsi que sur l'appareil militaire. Enfin, durant six ans, l'idéologie néolibérale fut présentée comme l'unique alternative au stalinisme et la seule interprétation « naturelle » de l'économie.



Tous les principaux partis politiques polonais se prononcent donc aujourd'hui en faveur de la propriété privée des moyens de production et d'échange et le libre jeu du marché. Il ne leur reste pour se différencier que l'attitude envers l'histoire et la religion.

La Pologne est aujourd'hui un pays profondément transformé :

► La structure sociale a été bouleversée : les écarts entre le cinquième des ménages les plus pauvres et le cinquième des ménages les plus riches était de 1 à 3,5 en 1989 ; il est de 1 à 5 aujourd'hui. Alors qu'en 1989, mis à part le petit secteur privé et la haute bureaucratie de l'Etat-parti, les revenus les plus élevés étaient situés dans certains secteurs industriels et dans certaines régions, aujourd'hui ces différences ont disparu au profit d'une structure sociale plus conforme au capitalisme sous-développé, dont les entrepreneurs constituent le sommet, suivis des professions libérales, puis des retraités et des salariés, pour retrouver en bas de l'échelle les agriculteurs et les chômeurs (2). Ces derniers constituent encore 15 % de la population active, bien que le chômage ait légèrement régressé ;

► la structure de la propriété a été largement modifiée : fin 1994 54 % du PNB était réalisé par le secteur privé qui

1) Deux-tiers des sièges à la Diète avaient été réservés aux candidats du régime lors de ce scrutin, les autres, ainsi que les sièges du Sénat, étant laissés aux joutes électorales. Les candidats soutenus par « Solidarité » ont ainsi obtenu tous les sièges « concurrentiels » à la Diète et 99 mandats sur 100 au Sénat.

2) Selon Danuta Zagrodzka, *Gazeta Wyborcza* du 16-17 juillet 1995.

employait 61 % de la main d'œuvre (3). Il faut ajouter à cela l'économie dite « grise », qui selon les estimations sérieuses emploierait entre un quart et un tiers de la main d'œuvre et réaliserait entre 20 % et 30 % du PNB (4). Quelques 8 400 entreprises publiques existaient fin 1989 : en juillet 1995 dans 3 297 d'entre elles le processus de privatisation était entamé et dans 1 596 il était achevé. Le rythme des privatisations, ralenti pendant une année, a repris de plus belle en 1995 ;

► la structure des échanges a subi une véritable révolution : alors qu'en 1989 la majorité des flux commerciaux extérieurs de la Pologne avait lieu avec les pays de l'Est, l'Union européenne est maintenant le premier partenaire commercial de la Pologne avec 71,2 % des exportations polonaises et 64,4 % des importations ;

► la monnaie polonaise est devenue intérieurement convertible et son cours face aux devises étrangères, récemment libéré, s'est stabilisé malgré une inflation qui reste élevée (on l'estime à 26 % pour 1995). Cela est principalement dû à un excédent financier dans les échanges courants avec l'extérieur (5). La banque centrale polonaise a acquis un statut indépendant du gouvernement au point que sa présidente a pu utiliser cette position contre le gouvernement dans la campagne présidentielle ;

► l'armée polonaise a vu disparaître ses officiers politiques dont le rôle idéologique a été repris par les aumôniers catholiques. Son corps d'officiers est acquis à l'OTAN dans lequel elle aspire à être rapidement intégrée. L'état-major général était par ailleurs acquis au président Walesa — pour lequel les officiers généraux ont fait une campagne remarquée (mais non sanctionnée), ce qui pourrait rendre difficile la tâche de son successeur ;

► La police — et particulièrement la police politique — a été restructurée avec la mise en place d'un Office de protection de l'État (UOP), dont les cadres dirigeants ont fait acte de soumission au nouveau régime, et plus particulièrement à Lech Walesa.

**ALEKSANDER KWASNIEWSKI NE COMPTE PAS** revenir sur ces changements. Apparatchik de la génération des années 70, un des artisans de la réorientation de l'ancien régime vers l'économie du marché au cours des années 80, il n'a rien d'un vieux stalinien, ni à plus forte raison d'un militant communiste. Son programme électoral était singulièrement peu différent de celui de son challenger néolibéral issu des rangs de « Solidarité », Jacek Kuron. Comme ce dernier il se prononçait pour l'achèvement rapide des transformations sociales en cours, pour une intégration de la Pologne à l'OTAN et dans l'Union européenne. S'il fallait une preuve de ces engagements, le bilan des deux années de politique gouvernementale menée par les amis du nouveau président la fournit. Le premier ministre social-démocrate Jozef Oleksy pouvait d'ailleurs être à l'aise devant les entrepreneurs étrangers et se payer de bons mots : « *La Pologne est le pays des paradoxes : un gouvernement de centre-gauche avec des post-communistes comme moi introduit l'économie de marché alors que les syndicats, tels "Solidarité", qui ont renversé le communisme,*

*avançant des slogans populistes* » (6) Arrivé en tête au premier tour face à une droite divisée, d'une part, entre néolibéraux anticommunistes et traditionalistes et d'autre part, au sein même du courant traditionaliste entre nombre de petits appareils politiques, Aleksander Kwasniewski a tiré profit de deux ans de politique gouvernementale prudente qui, sans dévier de l'orientation de ses prédécesseurs avait su mieux gérer les tensions sociales. De plus, la croissance rapide de l'économie polonaise — après une crise très profonde et une restructuration capitaliste brutale de l'appareil industriel — avait laissé au gouvernement des marges de manœuvre sociales plus larges que celles dont avaient disposé les gouvernements précédents. Pour la première fois depuis 1989 le salaire réel moyen s'est légèrement accru (+2,8 %) et le chômage a diminué (-1,5 %). La croissance du PNB, estimée à 6-7 % pour l'année 1995, a été accompagnée d'un boom de la production industrielle (+10,8 %), d'une baisse du déficit budgétaire et d'un boom des investissements (+20 %).

**UNE POLARITÉ NOUVELLE A COMMENCÉ** à se dessiner, même si une élection présidentielle a naturellement tendance à renforcer la polarisation de la société. Lors des élections législatives de 1993 (7) le gouvernement sortant et les formations qui le soutenaient furent sanctionnés. Les deux partis issus de l'ancien régime — la social-démocratie et le parti agrarien (PSL) — ainsi que l'aile gauche issue de la tradition de « Solidarité » (Union du travail — UP) avaient vu leur scores progresser de manière significative. Ils apparaissaient en effet comme pouvant représenter une alternative à la politique économique menée depuis



1990. En novembre dernier au contraire le candidat soutenu par l'Union du travail recueille moins de la moitié des voix obtenues en 1993 par ce parti. Le candidat du PSL, l'ancien premier ministre Waldemar Pawlak, obtient moins d'un tiers des voix de son parti lors de l'échéance précédente. Le PSL, qui fait partie de la coalition gouvernementale, s'est d'ailleurs abstenu d'indiquer son choix pour le second tour des élections. La social-démocratie apparaît ainsi, dès le premier tour, comme le pivot des recompositions futures. Qui plus est, le courant néolibéral issu de la tradition de « Solidarité » regroupé au sein de l'Union de la Liberté (UW) de Jacek Kuron, dirigeant historique de l'opposition anti-stalinienne, a lui aussi perdu près d'un tiers des voix qui s'étaient portées sur les candidats des deux partis qui le représentent en 1993.

3) Rapport de l'Office central de la planification (CUP) cité par *Gazeta Wyborcza* du 31 juillet 1995.

4) Par « économie grise » on entend celle qui échappe au contrôle fiscal (et en particulier à la TVA). Selon D. Zagrodzka, op. cit.

5) Cet excédent est dû aux achats frontaliers des Allemands dans les très nombreux « bazars » installés en Pologne (où les prix sont bien plus bas qu'en Allemagne), la balance commerciale des échanges officiels est pour sa part déficitaire.

6) Cité par *Gazeta Wyborcza* du 13 juillet 1995.

7) Cf. *Inprecor* n° 375 de décembre 1993.

## Les partis politiques polonais

Le champ politique polonais reste instable six ans après la chute de l'ancien régime. Deux grands partis en sont issus, ils forment ensemble le gouvernement depuis 1993. Il s'agit de :

► La Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), fondée sur les décombres du POUP (le parti au pouvoir entre 1944 et 1989), de tendance néolibérale, qui a obtenu récemment un statut d'observateur au sein de l'Internationale socialiste. Le SDRP s'est présenté aux élections dans le cadre de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) avec la centrale syndicale OPZZ et plusieurs petites formations. Ses candidats ont obtenu 20,4 % des voix aux législatives de 1993 et A. Kwasniewski a obtenu 35,1 % au premier tour de l'élection présidentielle et 51,7 % au second ;

► Le Parti paysan polonais (PSL) est issu de la fusion entre quelques dirigeants paysans de « Solidarité » (rapidement mis à l'écart) et l'appareil de la formation paysanne satellite du POUP. Agrarien, très clientéliste, n'hésitant pas à chercher une alliance avec la hiérarchie catholique, il n'est pas un appui solide pour la politique néolibérale et n'hésite pas à froncer au parlement contre son allié gouvernemental. Aux législatives de 1993 ses candidats ont obtenu 15,4 % des suffrages exprimés, son candidat à la présidence n'a obtenu que 4,3 % des voix.

Plusieurs partis se réclament de la tradition de l'opposition anti-communiste. Il s'agit de :

► L'Union de la liberté (UW), issue de la fusion entre l'Union démocratique (UD) et le petit Congrès libéral-démocratique (KLD), de tendance néolibérale qui regroupe la majorité des dissidents historiques. En 1993 lors des législatives ses deux composantes (KLD et UD) ont obtenu ensemble 14,6 % des suffrages exprimés. Son candidat à la présidence, Jacek Kuron, a obtenu 9,2 % ;

► L'Union du travail (UP) a été fondée par des dirigeants historiques de la gauche de « Solidarité » et quelques « opposants de l'intérieur » du POUP. Ce parti cherche à apparaître comme ayant dépassé la fracture historique. Il se prononce pour une « économie sociale de marché » et ne dispose pas de soutiens syndicaux structurés. En 1993 il a effectué une percée en obtenant 7,3 % des suffrages exprimés, mais le candidat qu'il soutenait à la présidentielle, l'ombudsman Tadeusz Zielinski, n'a réussi à obtenir que 3,5 %. L'un des fondateurs de l'UP et son président d'honneur, le dissident célèbre Karol Modzelewski, a quitté ce parti au printemps 1995 ;

► Le Mouvement de reconstruction de la Pologne (ROP) regroupe la droite populiste en faveur d'une « décommunisation » du pays. En 1993 ce courant n'a obtenu que 3 % des suffrages exprimés, ce qui l'a empêché d'entrer à la Diète. Lors de la présidentielle son candidat, l'ancien premier ministre Jan Olszewski a obtenu 6,9 % des voix. Ses partisans disposent d'une influence dans « Solidarité » ;

► Le Bloc des sans parti en faveur des réformes (BBWR) a été fondé à l'appel de Lech Walesa en 1993, et a alors obtenu 5,4 % des voix, entrant de justesse au Parlement. Pour l'élection présidentielle, Lech Walesa, soutenu par « Solidarité » et de nombreuses autres formations de la droite, a obtenu 33,1 % des suffrages exprimés au premier tour et 48,3 % au second. Ce parti sera sans doute appelé à se fondre dans la nouvelle formation qui rassemblerait la droite traditionaliste et populiste autour de Lech Walesa.

Lech Walesa avait fait le choix de polariser la campagne électorale selon. Ce faisant, avec un anticommunisme virulent, il s'est rangé du côté des courants conservateurs populistes, allant jusqu'à remettre en cause les efforts de privatisation du gouvernement social-démocrate. Cette évolution ne manquera pas de laisser des traces, d'autant que le président sortant a été jusqu'à imposer un référendum sur la privatisation généralisée par distribution des titres pour février 1996, mesure qui irait à l'encontre du projet néolibéral si elle était adoptée. Malgré cette orientation, le candidat de la droite populiste, dont l'axe de campagne était d'exiger des sanctions civiles et judiciaires contre ceux qui avaient été membres du parti sous l'ancien régime (soit plusieurs millions de personnes) progresse en voix par rapport à 1993. Son courant bien structuré pèsera lourdement dans le camp de la droite populiste qui s'est structuré autour du syndicat « Solidarité » et de la droite extraparlamentaire. La volonté de revanche y est tenace. L'Église y joue également un rôle prépondérant et certains de ses hiérarques n'ont pas manqué de déclarer ouvertement la guerre au nouveau président. Ainsi le prieur de l'abbaye de Czestochowa — haut lieu du catholicisme polonais — a-t-il annoncé qu'il fermera les portes du cloître, comme cela fut fait au XVII<sup>e</sup> siècle lors de l'invasion suédoise. Dans ce pays où le sentiment national est à fleur de peau, il s'agit d'un symbole fort.

DEUX CAMPS APPARAISSENT AINSI, l'un néolibéral dominé par la social-démocratie « post-communiste », l'autre anticommuniste et traditionaliste, dominé par « Solidarité » et soutenu par l'Église. Il est à noter qu'aucun de ces camps ne correspond à une polarisation sociale : la classe ouvrière autant que le patronat ou la paysannerie sont divisés politiquement de façon similaire. Dans les entreprises ces camps sont structurés par des syndicats peu enclins à l'unité. Si, comme Lech Walesa et les dirigeants de « Solidarité » semblent le souhaiter, cette polarisation conduit à une guerre froide, les deux grands perdants de la campagne électorale — le PSL et l'UW — devront choisir leur camp ou éclater. Le PSL est déchiré entre sa tradition clientéliste et son passé de parti satellite dans l'ancien régime d'une part et le catholicisme de sa base ainsi que son opposition à la restructuration capitaliste des campagnes. Disposant toujours du second groupe à la Diète, avec près de 29 % de députés, il pourrait déstabiliser la social-démocratie s'il décidait de changer d'alliance. L'UW allie une bonne dose d'anticommunisme et son attachement à la modernité capitaliste. Pour aucun des deux la recomposition ne sera facile.

Les terrains d'affrontement ne manquent pas pour l'avenir proche. Les référendums sur la nouvelle Constitution et sur la privatisation par distribution des titres doivent avoir lieu 1996. Le gouvernement social-démocrate a annoncé une accélération des privatisations pour l'année prochaine. Les secteurs concernés seront cette fois-ci les grands bastions de l'industrie lourde (chimie, pétrochimie, sidérurgie) ainsi que les banques. Les premiers sont aussi des bastions de « Solidarité ». Aleksander Kwasniewski s'est également engagé à libéraliser la loi sur l'avortement. Enfin le concordat signé avec le Vatican en 1993 par le gouvernement néolibéral de Hanna Suchocka n'a toujours pas été ratifié et

8) A. Kwasniewski après avoir étudié cinq ans à l'Université de Gdansk n'a pu soutenir sa maîtrise, étant appelé à d'autres fonctions au sein de la bureaucratie. Ses études étant donc inachevées, il ne pouvait, selon la loi électorale polonaise, que se revendiquer de son baccalauréat. Finalement le Tribunal a ratifié son élection, mais le nouveau président a du présenter ses excuses à la population !



l'Eglise en fait déjà son cheval de bataille.

**COMME SI TOUT CELA NE SUFFISAIT PAS**, Lech Walesa a tiré profit des dernières semaines de sa présidence pour poser plusieurs bombes sous les pieds de son successeur. D'abord il a obtenu l'annulation par le Tribunal constitutionnel de la loi sur la privatisation votée en juin 1995. Puis il a soumis au même Tribunal la loi sur les impôts adoptée par la Diète, laissant ainsi en suspens la loi de finances pour l'année 1996. Ses comités de soutien et le syndicat « Solidarité » ont rassemblé près de 600 000 recours pour l'annulation de l'élection présidentielle, arguant que son concurrent Kwasniewski avait menti en se présentant comme issu de l'enseignement supérieur (8), atteignant ainsi la légitimité du nouveau chef de l'État. Dernier coup de théâtre, Lech Walesa a sorti de sa manche un dossier accusant l'actuel premier ministre et successeur de Kwasniewski à la tête de la social-démocratie « post-communiste », Jozef Oleksy, d'avoir collaboré avec les services secrets russes jusqu'à très récemment.

Quelle que soit la réalité de cette accusation, elle entame encore la légitimité du nouveau président. Enfin le dossier concernant l'achat d'avions d'entraînement pour l'armée polonaise a été mis sur le devant de la scène par le ministre de la Défense nommé par Walesa et démissionnaire depuis l'élection de Kwasniewski. Alors que l'industrie aéronautique polonaise, en faillite non déclarée depuis l'effondrement de ses liens avec l'ex-URSS, avait proposée une construction autochtone, le ministère de la Défense a fait état de l'avancement d'un contrat avec l'Armée allemande pour l'achat de vieux Alpha-Jets. Ce choix risquant de conduire à la fermeture de l'usine PZL de Mielec et au licenciement de plusieurs milliers de travailleurs, « Solidarité » y a déclenché la grève, alors que les chefs de l'armée, impatients d'intégrer l'OTAN, seraient trop heureux de voir enfin des appareils occidentaux (fussent-ils vieillots) dans le ciel de leur pays. Le gouvernement devra donc se mettre à dos les grévistes ou l'état major général — dans les deux cas il sera perdant. Les années de tensions entre la majorité parlementaire et le président Lech Walesa ont per-

mis à la hiérarchie militaire de gagner une autonomie peu compatible avec un État démocratique. En mars dernier, l'état major général a réussi à obtenir la démission du ministre de la défense. En juin, l'organe de l'armée a publié un article présentant la gauche comme ennemie de l'armée. En été, les représentants de l'état major général se sont engagés dans la campagne de Lech Walesa. Le chef de l'état-major général, le général Wilecki, a publiquement attaqué les « politicards » lors de la commémoration de la victoire remportée sur les bolcheviks le 15 août 1920. En octobre, sous une forme à peine plus sobre, il reprenait les mêmes arguments dans l'organe de presse de l'armée. Jusque là le pouvoir civil a cédé devant les pressions de l'état major. Et on prête au général Wilecki des aspirations plus élevées que celle de diriger l'armée, tout en restant formellement soumis à des civils ...

**BIEN QU'APRES PLUSIEURS ANNÉES** de conflits entre la présidence et le gouvernement, les institutions polonaises semblent raffermies par l'élection d'un président conforme à la majorité parlementaire, les événements récents pourraient donner raison à Włodzimierz Cimoszewicz (candidat social-démocrate « post-communiste » à l'élection présidentielle de 1990) qui mettait en garde son parti contre la déstabilisation et se prononçait au printemps dernier pour une candidature néolibérale unique, soutenue tant par les néolibéraux issus de « Solidarité » que par ceux issus de l'ancien régime. Le conflit entre la rue, mobilisée au nom de l'anti-communisme sous la banderole populiste et réactionnaire de « Solidarité », et les gérants des institutions, conflit attisé par Lech Walesa et la droite extraparlamentaire, risque en effet de déstabiliser les institutions. Le caractère parlementaire de la jeune démocratie polonaise risque de souffrir de ces affrontements. L'état major général de l'armée pourrait alors se manifester pour ouvrir la voie à une solution bonapartiste.



# Bosnie-Herzégovine

## Changer la nature de la « pax americana » Pour une paix durable

On voudrait seulement se réjouir, sinon d'une paix, au moins d'un répit pour les populations bosniaques qui ont souffert plus de trois ans de guerre : les dizaines de milliers de morts (200 000 officiellement) ont eu pour objectif de faire fuir de façon irréversible ceux qui faisaient obstacle au découpage de « frontières ethniques. » Officiellement les accords doivent permettre le retour des réfugiés (1) autant que la libre circulation dans une Bosnie-Herzégovine réunifiée comme État « souverain ». Et il faut s'emparer de tous leurs aspects positifs pour élargir les marges de résistances aux politiques réactionnaires. Mais les conditions qui ont permis la signature d'un « Plan de paix pour la Bosnie » par les présidents serbe (Slobodan Milosevic), croate (Franjo Tudjman) et bosniaque (Alija Izetbegovic) en disent long sur la fragilité de cette « paix » et ses dynamiques contradictoires.

*Par Catherine Samary*

**LES PLUS ARDENTS PARTISANS D'UNE INTERVENTION** militaire massive des puissances occidentales dans le conflit ont généralement attribué aux bombardements de l'OTAN et aux discours plus musclés à l'égard des forces serbes l'arrêt d'une guerre meurtrière. C'était ne pas comprendre la « real-politik » de ces gouvernements, leurs double langages et les conditions réelles internationales et internes qui ont marqué ces accords.

Sur le plan international, le plan signé à Paris le 14 décembre est celui qui fut paraphé à Dayton (Ohio) le 21 novembre 1995 sous une colossale pression américaine. Il est donc profondément marqué par la recherche d'un rapide succès diplomatique pour Clinton pour des raisons de politique intérieure. Le résultat en est une Bosnie-Herzégovine à la fois reconnue « une ... et divisible ». En effet, sans vainqueur absolu sur le terrain, le « plan de paix » ne pouvait obtenir des signatures contradictoires que sur la base d'un accord où chacun essaiera de peser dans le sens qui lui convient : unité de la Bosnie-Herzégovine ou éclatement. Clinton a su manier la séquestration, les menaces et les promesses d'aide juteuse pour obtenir les signatures. Mais il a aussi su exploiter de façon cynique des rapports de forces politico-militaires qu'il avait contribué à modifier — sans impliquer directement les États-Unis dans la guerre

donc dans un camp...

En effet, les bombardements de l'OTAN, en riposte aux prises d'otages, affaiblissaient Karadzic tout en consolidant Milosevic ; ils ne s'opposaient en aucun cas au nationalisme serbe et à sa politique puisqu'ils se sont accompagnés d'une reconnaissance de la Republika Srpska ; celle-ci était réduite aux dimensions (49 %) décidées par accord de sommet (incluant les présidents serbe, croate et bosniaque) après l'offensive conjointe croato-bosniaque. La possibilité pour Milosevic de parler au nom de tous les Serbes (et donc de signer les accords concernant ceux de Bosnie) a été une condition essentielle. Les dirigeants de la République serbe de Bosnie, en déléguant ainsi leur pouvoir, n'avaient pas prévu que dans ces accords serait incluse une clause selon laquelle les personnes considérées par le Tribunal de la Haye comme coupables de crimes de guerre ne pourront détenir des postes politiques : d'où les résistances actuelles de Karadzic et Mladic — les artisans sur le terrain de la Republika Srpska — à un plan qui consacre pourtant le succès de leur guerre. Certes, ils sauront jouer pour défendre leurs pouvoirs et privilèges de guerre, sur les populations qui ont la malchance d'être du mauvais côté

1) Il y a environ trois millions de réfugiés et personnes déplacées.

des pourcentages...

Mais les bombardements de l'OTAN ont été secondaires dans la modification des rapports de force politico-militaires. Celle-ci s'est produite partiellement au fil du temps au profit de l'armée bosniaque qui s'est construite et renforcée dans la guerre. Mais, bien que supérieure en effectifs, cette armée est restée handicapée par le fait qu'elle contrôlait les territoires situés au cœur de la Bosnie — donc sous encerclement serbo-croate. Le changement-clé du rapport de forces s'est donc essentiellement produit au profit de l'armée croate avec l'aide principalement allemande et américaine. Mais cela signifiait aussi l'affirmation d'une logique de Grande Croatie se déployant à l'ombre des dénonciations unilatérales des politiques de Grande Serbie. Le double langage de Tudjman lui a permis de nouer des accords croato-musulmans antisémites, tout en œuvrant au découpage ethnique de la Bosnie, en liaison avec les dirigeants serbes : l'accord Milošević/Tudjman dès avant la guerre a été relayé sur le terrain en Bosnie par les milices serbes et croates. Cette politique a été mise en œuvre par le Ministre de la Défense de Tudjman, l'Herzégovien Gojko Susak. Cet émigré d'extrême-droite fut directement responsable dès 1992 de la construction de l'Herceg-Bosna (État croate découpé en Herzégovine) puis du nettoyage ethnique de la partie musulmane de Mostar, « capitale croate », en 1993. C'est encore lui qui a marqué de son sceau, cet été, la récupération militaire de la Krajina de Croatie contrôlée par les Serbes sécessionnistes et le « règlement » de la question serbe de Croatie par nettoyage ethnique (2) — sans protestation significative de Belgrade... Les horreurs commises à la même époque par les milices serbes de Karadžić lors de la reprise des enclaves musulmanes de Zepa et de Srebrenica ont « couvert » cette politique. L'ensemble fut cyniquement accepté par les grandes puissances comme préconditions d'un accord entérinant des territoires ethniquement nettoyés, c'est-à-dire aussi sans trop d'enclaves « indéfendables »...

Le plus réticent à signer l'accord fut le président bosniaque — sous la pression de ceux qui l'avaient mandaté pour refuser toute partition ethnique de la Bosnie. Car dans les faits, tout ce qui dans le « plan de paix » exprime la souveraineté d'une Bosnie-Herzégovine multiethnique est à réaliser — alors que la réalité de terrain, également entérinée par l'accord, est la division du pays. Le gouvernement de Sarajevo n'avait ni la capacité politique, ni les moyens militaires de résister à la fois aux logiques serbo-croates et au diktat américain — d'autant que celui-ci s'est accompagné de carottes financières et d'une reconnaissance formelle de la souveraineté du pays. Il y a eu sans doute également une promesse d'aide américaine à l'armée bosniaque pour équilibrer les rapports de forces en espérant trouver là les conditions d'un retrait rapide de l'OTAN d'ici quelques mois. Mais, si l'opposition républicaine au Congrès insiste pour que les États-Unis mènent unilatéralement une telle politique de soutien de l'armée bosniaque, elle se heurte au point de vue des autres négociateurs européens et russe du « groupe de contact » : ceux-ci ont obtenu d'intégrer dans l'accord un contrôle et une limitation au court terme des achats d'armements lourds (on en a mesuré l'efficacité dans le passé...).

### UNE « PAX AMERICANA » À HAUT RISQUE...

Quelle sera en effet la réalité politico-militaire d'ici un an — lorsqu'il sera question d'un retrait de l'IFOR ? C'est évidemment une question essentielle, pour Clinton notamment. Car

le succès diplomatique qu'il vient de remporter est assorti de très gros risques. Dès lors qu'il était le maître d'œuvre de ce plan, Clinton se devait d'accepter ce qu'il avait jusqu'alors refusé : un engagement massif de ses troupes en Bosnie-Herzégovine. Il ne pouvait le faire, face à une opposition républicaine et à une opinion publique réticentes, que sous la bannière du « leadership américain » dans le monde. Mais il lui faut aussi s'assurer qu'il s'agira d'un engagement limité dans le temps (moins d'un an — d'ici les prochaines élections) et sans (trop de) pertes en boys. Le soutien du Congrès, et surtout celui, volatile, de l'opinion publique américaine, ne survivrait pas à un nouveau bourbier : celui-ci, par un redoutable effet de boomerang se retournerait contre Clinton si les troupes ne peuvent se retirer sans trop de dommage d'ici un an. D'où un déploiement massif d'artillerie lourde (fort peu adaptée aux routes enneigées et étroites des montagnes bosniaques) et un discours « musclé » : qu'on se le dise, contrairement à la FORPRO-NU, l'IFOR (3) (« Implementation Force », nom de la nouvelle « force d'application » des accords) sera la première à tirer face au moindre acte d'hostilité...

L'OTAN se trouve ainsi légitimée dans son nouveau rôle de « force de pacification », sous commandement américain, prenant le relais d'une ONU disqualifiée. Les États-Unis, la France (qui réintègre à cette occasion le comité militaire de l'OTAN) et la Grande-Bretagne se partagent sur le terrain les grandes zones d'opérations. Il s'agit aussi d'y intégrer les troupes de pays qui ne font pas partie de l'OTAN — russes notamment — et d'y expérimenter de nouveaux « partenariats » et de conflictuelles relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Les conflits de commandements ne manqueront pas de se manifester sur le terrain — surtout dès lors que des incidents et pertes de vies humaines souligneraient la précarité de ce « plan de paix ».

### BOSNIE « UNE ET DIVISIBLE »

Contre tous ceux qui attendaient des miracles progressistes de l'intervention des grandes puissances, il faut dénoncer l'exorbitant pouvoir qu'elles ont pris — et en tout premier lieu, les États-Unis — sur le dos des populations bosniaques. Car les accords de Dayton ne prétendent pas seulement organiser un cessez-le-feu et une transition vers une redéfinition constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine qui reviendrait de plein droit à ses populations. Ils déterminent d'emblée, au rythme des échéances américaines — c'est-à-dire sur le court terme, alors que les blessures de la guerre restent vives —, le profil constitutionnel du pays. D'une

2) La Constitution croate a été très rapidement amendée après la « récupération » de la Krajina et la fuite massive des Serbes, de façon à rendre définitive la perte de leurs propriétés. Lors des récentes élections en Croatie, alors que des dizaines de milliers de Serbes de Croatie avaient perdu leurs droits, les Croates de Bosnie ont pu participer au vote. L'arrogance nationaliste étroite de Tudjman n'a pas manqué dans ce contexte de s'exprimer aussi à l'égard de ses « alliés » musulmans qu'il a prétendu « civiliser » en les soumettant au giron croate. Il n'aura certainement pas apaisé leurs craintes en décidant de promouvoir dans l'armée de Zagreb Tihomir Blaškić, dirigeant des milices croates du HVO qui venait d'être considéré comme coupable de crimes de guerre en Herceg-Bosna par le Tribunal de la Haye.

3) Les forces déployées viendront principalement des États-Unis (20 000 hommes), Grande-Bretagne (13 000) et France (10 000) réintégrée à cette occasion dans le Comité militaire de l'OTAN. L'Allemagne enverra 4 000 hommes chargés de logistique gnie et santé ; l'Italie annonce environ 2 000 hommes, l'Espagne 1 250. La Russie a obtenu un statut particulier pour ses quelques 5 000 hommes afin de ne pas être sous commandement de l'OTAN.

## ★ BOSNIE-HERZEGOVINE

part, des élections devront avoir lieu d'ici six ou neuf mois — échéance évidemment trop courte pour qu'une telle consultation ait un semblant de contenu démocratique et pour qu'ait eu le temps de jouer une logique de paix. Elles se tiendront en outre (si elles ont lieu) dans un cadre légal imposé à Bayton ne laissant aucune place pour une future Constituante qui aurait pu être l'aboutissement d'un réel processus de paix.

La Bosnie-Herzégovine est reconnue comme république souveraine, composée de deux entités distinctes, la Fédération croato-musulmane (51 % du territoire) et la République serbe (49 %). Alors que la substance de l'État unifié doit totalement se concrétiser, existent déjà sur le terrain les bases de la division en deux sinon trois entités, entérinées par l'accord : car demeurent trois armées distinctes — l'armée bosno-serbe sous contrôle de Pale dominant une République serbe (Republika Srpska) ethniquement nettoyée ; le HVO croate qui a construit et nettoyé l'Hercegovina et sa « capitale » Mostar ; l'Armija relevant du gouvernement de Sarajevo ... quand elle n'est pas en conflit avec lui (4). Théoriquement ces armées seront respectivement sous le commandement d'un des trois membres de la Présidence bosniaque (un Serbe, un Croate et un Musulman).

La Bosnie-Herzégovine « souveraine » sera dotée d'institutions centrales chargées de la politique étrangère, du commerce extérieur, de la politique monétaire... Mais, outre la réalité de terrain, la constitution limite elle-même tous ces « pouvoirs souverains » : chaque entité peut nouer des rapports directs avec les États voisins, il n'y a pas d'armée unifiée et la seule monnaie officielle commune à toutes ses entités est pour l'instant... le Mark... Enfin, selon l'article 7 de l'annexe 4, le premier gouverneur de la Banque centrale du pays sera nommé ... par le FMI !

Que dire du mode de représentation des populations ? L'assemblée parlementaire sera composée de deux Chambres — la Chambre des peuples comptera quinze membres (10 représentants de la Fédération croato-musulmane, 5 de la République serbe de Bosnie) désignés par le Parlement de chaque entité ; la Chambre des représentants comptera 42 membres élus (2/3 pour la fédération, 1/3 pour l'entité serbe). Les décisions législatives doivent être approuvées par un vote majoritaire dans chacune des deux Chambres — sauf si 2/3 des représentants de l'une des deux entités s'y opposent. Un recours à la Chambre constitutionnelle sera possible chaque fois qu'une majorité d'une des communautés estime ses « intérêts vitaux » en danger. De même, une présidence collégiale à trois (un Serbe élu dans la Republika Srpska, un Croate et un « Boshniak » — Musulman bosniaque — élus dans la Fédération) fonctionnera sur la base d'un droit de veto de chacun de ses membres. La possibilité de recours et de veto pour les communautés est une garantie nécessaire — principe hérité d'ailleurs du titisme. Mais le problème est la logique de la représentation des communautés : il y a là des enjeux majeurs pour la démocratie.

Trois aspects imbriqués ont une logique désagrégatrice et sont source d'oppressions multiples : la territorialisation en entités définies sur des bases ethniques, d'une part (qui pousse à la poursuite du nettoyage ethnique des territoires) ; la tendance à substituer le vote « ethnique » au vote

politique, d'autre part — chaque communauté voulant être protégée ayant intérêt à voter pour « son » parti national ; enfin, l'identité est devenue, depuis le règne des partis nationalistes, une obligation définie de façon normative et non pas un choix libre (on doit « prouver » qui on est selon le nom ou l'origine parentale). L'ensemble sera aggravé par la pratique autoritaire des partis nationalistes dominants qui tendent chacun à s'imposer comme représentant exclusif de « leur » communauté.

Le système écrasera donc tous les choix politiques en même temps que les identités « impures ». Echapperont aux normes — et auront donc du mal à être représentés tous ceux qui ne sont pas Serbes dans la Republika Srpska — et tous ceux qui ne sont ni Croates ni « Musulmans » dans la fédération, autrement dit toutes les minorités locales et en particulier ceux et celles qui se reconnaissent dans une identité du mélange, et/ou qui ne sont ni Serbes ; ni Croates, ni Musulmans... Cette logique sera d'autant plus forte que la guerre a renforcé les peurs et les replis communautaires. La seule alternative serait de combiner un État basé sur la citoyenneté universelle (avec élections sur critères politiques) et une représentation des communautés qui n'aurait pour fonction que de contrôler le respect des droits collectifs et de l'application sans discrimination des droits de citoyen(ne)s : dans des communes et régions hétérogènes, comme au plan du pays tout entier, il pourrait y avoir à côté des Chambres de citoyen(ne)s élues au suffrage universel, des « Conseils » ou « Chambres » des communautés, assurant à chaque communauté qui en exprime le besoin, une représentation égale à celle des autres, indépendante de son nombre, et un droit de veto sur des questions délimitées engageant son identité et ses droits collectifs — les « Bosniaques », communauté réelle du mélange, font partie de ces réalités collectives à défendre...

### POUR UNE PAIX DURABLE...

Tous les aspects réactionnaires de ces accords sont porteurs de rebondissements de la guerre et tendent à rendre caducs les droits qui y sont reconnus. Quel est par exemple le sens du droit de libre circulation, et du droit de retour des réfugiés sur un territoire dit unifié alors qu'on a négocié des « corridors » (ethniques) (5) au sein de territoires définis ethniquement... Mais le cessez-le-feu et les droits reconnus formellement par l'accord élargissent les possibilités de luttes politiques : il y a là des enjeux dont s'empareront toutes les forces qui refusent la construction d'États sur des bases ethniques exclusives, source d'oppression et de guerres. Deux axes de mobilisation seront essentiels :

#### ► Développer le contrôle « d'en bas »

4) Rappelons que le Parti majoritaire musulman, le SDA est divisé en un courant islamiste et un courant laïque (plutôt fidèle Haris Sidajdzic, premier ministre de la fédération, qu'en Izetbegovic) ; celui-ci, qui incarne une aile religieuse du SDA a oscillé politiquement entre un projet d'État musulman et un effort d'islamisation dans le cadre d'un État bosniaque pluri-ethnique et laïque. D'autre part, la communauté ethnico-nationale des « Musulmans », massivement mobilisée dans cette armée, ne se reconnaît pas nécessairement dans le SDA — et Tuzla, majoritairement « musulmane », dominée par des partis non nationalistes, est en conflit avec Sarajevo. La réalité de l'Armija est donc évidemment variable selon les régions. Les tendances à l'islamisation de cette armée dans la région de Zenica ont été dénoncées publiquement par plusieurs membres de la Présidence bosniaque l'an passé — c'est dire qu'elles sont loin d'être consolidées.

5) Il s'agit notamment du corridor qui relie l'enclave musulmane de Gorazde (que les États-Unis auraient bien volontiers « cédée » aux forces serbes si Alija Izetbegovic ne s'y était pas fermement opposé) à Sarajevo — ce qui implique une route sous contrôle bosniaque en plein « territoire serbe » ; il s'agit aussi du corridor de Brcko, en Posavina, au nord du pays, que les forces serbes voudraient élargir pour stabiliser ce lien ténu entre les deux grandes zones qu'elles contrôlent, de chaque côté de ce corridor.

- sur le rôle et les effets du déploiement de l'IFOR sur le terrain. Il peut se transformer en dénonciation et exigence de retrait dans le futur. On peut s'attendre à des conflits entre le droit de circulation sur tout le territoire et la logique de l'IFOR qui sera de dresser de véritables murs de Berlin entre « entités ethniques ». Il y aura aussi tous les risques de bavures et les effets corrupteurs d'une présence massive étrangère (20 000 soldats américains bourrés de dollars...) sur un corps social malade d'une longue guerre ;

- sur les conditions dans lesquelles se dérouleront les élections : il faut être prêt à relayer toute demande des forces anti-nationalistes d'en allonger les délais de préparation sans se soumettre aux échéances électorales américaines... La libre circulation des gens et des idées doit être la précondition de la tenue de ces élections.

- sur la protection des droits des réfugiés : les gouvernements occidentaux essaieront d'exploiter les accords ( et les futures élections auxquelles sont susceptibles de participer les réfugiés) pour renvoyer chez eux les réfugiés, sans aucune garantie sur leurs conditions d'accueil (6) ;

- sur les critères de distribution de l'aide à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine : contre une logique d'intérêts privés qui s'accorderait éventuellement avec des pouvoirs forts nationalistes peu soucieux de reconstruire une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique.

► Pour une paix durable, aider à la reconstruction réelle d'une société égalitaire et démocratique :

- en soutenant le déploiement de media pluralistes qui feront connaître sur tout le territoire de la Bosnie les projets des forces anti-nationalistes. Celles de la Fédération croato-bosniaque se sont regroupées en septembre autour d'une déclaration commune : « principes pour l'établissement d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine » (7). Elle définit les conditions d'un État « laïque, multiculturel, multiconfessionnel et multiethnique », doté « d'unités fédérales décentralisées », sans composantes « mono-nationales ». La logique en est de demander un référendum sur ces questions constitutionnelles. La pénétration de points de vue alternatifs dans les régions contrôlées par les nationalistes serbes et croates est essentielle pour l'avenir. Elle doit s'appuyer à la fois sur les forces anti-nationalistes de Bosnie, de Serbie et de Croatie.

- La question du droit au retour ne peut être traitée de façon crédible que globalement (dans tous les États concernés de

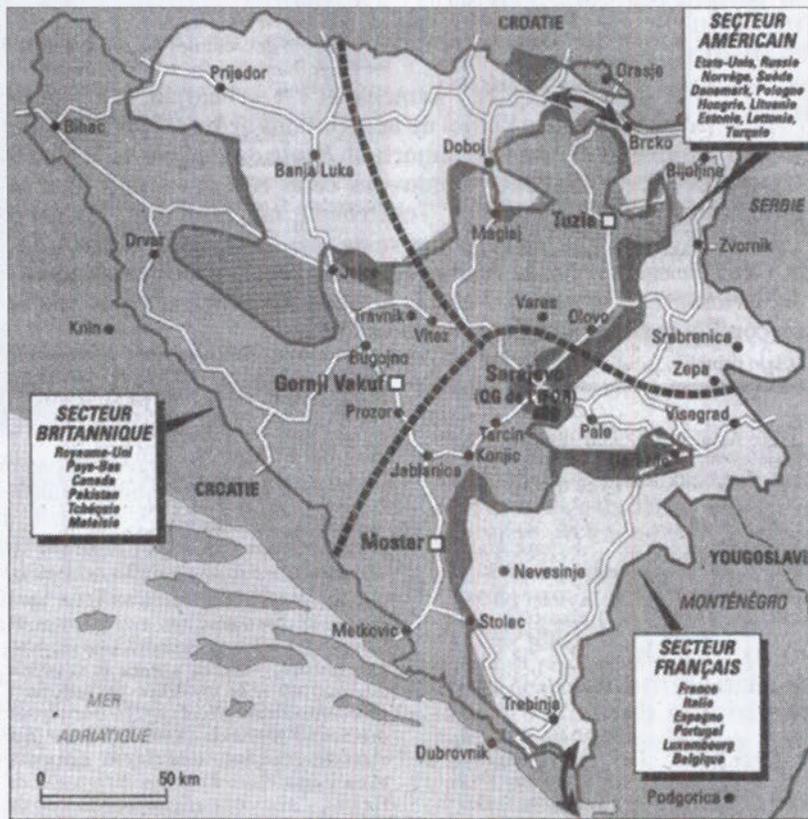
l'ex-Yougoslavie où chaque population réfugiée est utilisée pour « nettoyer » appartements et emplois des autres) — et avec des garanties collectives — donc sous contrôle d'ONG. C'est dire qu'elle est pour l'instant totalement formelle : exprimée comme droit individuel dans le climat actuel, elle est évidemment de la poudre aux yeux. Pourtant le droit au retour demeure un axe de résistance essentiel car il est organiquement liée aux droits des communautés minoritaires dans chaque État — ou entité territoriale.

- Pour une activité réelle du Tribunal de la Haye contre tous les criminels de guerre : les élections libres aussi bien que le retour des réfugiés sont conditionnés en pratique à la mise à l'écart des chefs terroristes notamment responsables des nettoyages ethniques dans la Republika Srpska et en Herceg-Bosna.

- Pour une aide sous contrôle public, attribuée sur la base d'une « discrimination positive » : en faveur de projets facilitant la circulation sur tout le territoire bosniaque (reconstruction et réouverture de voies ferrées et routes sans frontières) ; en faveur de communes et régions organisant le retour des réfugiés... Pour une reconstruction qui assure à tou(te)s une dignité, donc un emploi...

Des conférences internationales d'organisations partageant ces objectifs devraient jaloner la période à venir en assurant à la fois les tâches de contrôle et les propositions d'objectifs concrétisant les axes de mobilisation.

Tuzla a déjà accueilli de telles conférences. Il faut demain qu'elles puissent s'imposer à Mostar (en Herceg-Bosna) et à Banja Luka (Republika Srpska)...



Podgorica

6) La menace semble être déjà effective en Allemagne...

7) Cf. Association Sarajevo, 17 rue de l'Havre, 75015 Paris, Lettre d'information de novembre 1995.

# Grande-Bretagne

## Quitter le Parti travailliste ?

La direction Blair a utilisé les conférences récentes du Labour pour « purifier » le parti des éléments fondamentaux de son identité historique, socialiste et ouvrière. Arthur Scargill, dirigeant de l'Union nationale des mineurs, figure éminente de la gauche du Labour, a proposé un nouveau Parti travailliste socialiste pour continuer les meilleures traditions radicales de la lutte politique ouvrière en Grande-Bretagne.

Cette démarche audacieuse d'un leader politique et syndical prestigieux a provoqué de forts débats dans la gauche britannique, aussi bien dans le Labour qu'en dehors de ses rangs. Des représentants connus de la gauche travailliste, y compris le député Tony Benn, se sont dissociés de l'initiative de Scargill. Parmi les forces trotskystes, *Militant Labour*, qui pendant de longues années a fait partie d'un large courant de gauche dans le parti travailliste, avant d'être victime d'une chasse aux sorcières et de rompre finalement avec une longue tradition d'entrisme dans le parti a répondu d'une façon positive à l'appel de Scargill. Le *Socialist Workers' Party* (SWP), se présentant comme un parti révolutionnaire des travailleurs britanniques, a dénoncé l'initiative, la considérant comme une nouvelle tentative de créer un parti « parlementaire ».

Nous publions également un commentaire de *Socialist Outlook* organe de la Section britannique de la Quatrième internationale. Ces camarades expliquent que la formation d'un nouveau parti de gauche avant le déclenchement de luttes de masse contre un gouvernement travailliste à venir, ne pourra rassembler qu'un nombre très limité de militants d'extrême-gauche.

Salah Jaber



Arthur Scargill

PENDANT DES ANNÉES, LA GAUCHE AU SEIN du Parti travailliste (PT) pensait que, même si le parti avait parfois adopté des positions droitières, il était toujours possible de s'y battre pour changer ses positions. Cette orientation était partagée par beaucoup de militants, qui

tout en n'étant pas membre du parti appartenaient à des organisations affiliées et défendaient des orientations de « gauche ». Une telle attitude était basée sur le fait que les statuts du parti incluaient la clause 4 qui affirmait l'idée de propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange. Cette idée n'avait pas été introduite (comme on a tendance à le croire généralement) par deux petits-bourgeois fabiens en 1918 mais provenait (de même que la proportionnelle) du mouvement syndical et du regroupement socialiste qui existait avant même la fondation du Labour Party indépendant (ILP), ou du comité de représentation du Labour ou encore du Parti travailliste.

Le PT est né du mouvement syndicaliste et des différents groupes socialistes dans le but de créer un groupe parlementaire défendant des idées socialistes à la Chambre des communes. Au moment de sa formation, le PT avait des statuts et des orientations politiques issus d'une philosophie, d'une conception et d'un programme socialiste. Parmi ses affiliés, il y a eu le Parti communiste, le Parti coopératif, différentes sociétés socialistes et les syndicats dont les militants étaient considérés automatiquement comme militants du parti. Par exemple, les candidats pour les élections parlementaires et municipales étaient choisis dans des meetings auxquels les syndicats pouvaient envoyer un nombre important de délégués même s'ils n'étaient pas membres du parti. Ainsi, ils étaient considérés comme membres du fait de leur appartenance au syndicat.

Le PT nouvellement constitué, a expliqué que son but était l'abolition du capitalisme et la construction d'une société socialiste. Un but que plusieurs syndicats avaient intégré dans leurs statuts. Le parti se prononçait également, pour la proportionnelle non pas en raison de sa confiance dans une politique de consensus mais parce qu'il considérait la proportionnelle comme une revendication de classe. Il est

significatif que cette revendication constitutionnelle fut supprimée par Ramsay MacDonald, devenu premier ministre, et d'autres dirigeants du parti qui étaient favorables non seulement au système majoritaire mais au capitalisme lui-même.

Le principe de la propriété collective de la clause 4 avait été introduit en deux étapes en 1918 et 1929. L'objectif était d'engager le parti dans une stratégie de construction du socialisme. Par la suite, le parti est devenu ce qu'on appelle une « église large » parce que les « modernistes » de l'époque avaient cherché à attirer des secteurs qui ne prônaient pas un changement fondamental dans la nature de la société. L'expression « église large » fut introduite pour rendre service à la droite au détriment de la gauche. Ce sont les « modernistes » qui furent responsables de l'exclusion du parti communiste et de l'introduction du veto et des proscriptions imposées dans les années 30 et plus tard dans les années 50 pendant la guerre froide.

La droite du parti s'est toujours efforcée de supprimer le vote bloqué des syndicats et c'est tragique de constater que des militants de gauche ont soutenu, avec enthousiasme, cette bataille avec la conviction fautive que les sections territoriales du parti seraient capables de contrôler la Conférence du parti et permettre à ce dernier de devenir un instrument pour le changement socialiste. En revanche, nous avons vu la direction actuelle du parti démanteler systématiquement la conception socialiste du Labour.

La défaite sur la bataille de la clause 4 est éclairante. Certains d'entre nous ont averti, à plusieurs reprises avant la conférence de 1994, que la direction du parti allait essayer de réaliser ce que Gaiskell n'avait pas réussi à faire 30 ans plutôt, c'est-à-dire supprimer la clause 4. Personne n'aurait dû être surpris quand le leader du parti Tony Blair, dans son discours à la conférence de 1993, a annoncé son intention d'abandonner la position fondamentale du parti favorable à la propriété collective. L'attitude de cette direction ainsi que le vote de la conférence rejetant cette position 48 heures plus tard n'ont pas été pris suffisamment au sérieux par la gauche du parti et des syndicats. On avait affaire à un dirigeant du parti qui agissait ouvertement contre les statuts, à une infraction aurait permis d'exclure beaucoup de militants. Pourtant de nombreux dirigeants de gauche dans le groupe parlementaire et dans le syndicat n'ont pas saisi les implications de ce qui était en train de se produire.

La signification des changements dans les statuts et de la suppression de la clause 4 n'a pas été comprise dans toute sa portée par de nombreux camarades de gauche, qui croient qu'il est encore possible de surmonter le recul subi par cette suppression et par l'abandon des conceptions politiques fondamentales du socialisme.

### **Le Parti travailliste est-il socialiste ?**

Pour répondre à cette question il est nécessaire d'analyser la politique du parti ainsi que les changements de statuts qui ont été introduits systématiquement au cours des quatre dernières années y compris la règle « un membre, un vote », la suppression du vote bloqué du syndicat, l'abandon de la clause 4 et l'adoption de nouvelles règles et de nouveaux statuts qui acceptent le capitalisme et adoptent « la philosophie du marché ». Désormais, le PT est presque identifiable au Parti démocrate des États-Unis, à la social-démocratie allemande ou ici, en Grande-Bretagne, aux libéraux démocrates. Il est intéressant de souligner que le parti a changé son orientation sur tous les problèmes fondamentaux, dont les privatisations, le salaire national minimum, le chômage, les retraites, la sécurité sociale, l'éducation, l'Europe, le désarmement nucléaire, la législation antisyndicale et le parti lui-même. Quelle est en effet la position actuelle du parti sur tous ces problèmes ?

### **Privatisation**

Le Parti travailliste a abandonné ses positions non seulement sur la propriété collective mais aussi sur la propriété publique et la privatisation. Il explique qu'il ne va pas renationaliser les industries privatisées, mais se limitera à utiliser les profits « excessifs » de ces industries et services pour contribuer à financer un programme de travail et d'éducation. Cela signifie qu'il a l'intention de laisser toutes les industries clés aux mains du privé. Un parti d'orientation socialiste serait favorable à la renationalisation de l'eau, de l'électricité, du charbon, du gaz, du British-Télécom, de toutes les industries et de tous les services, y compris les chemins de fer, qui ont été vendus au cours des 16 dernières années.

### **Salaire minimum national**

Tout en projetant d'introduire un salaire minimum légal, le PT a refusé de fixer un seuil, qui plus est, le parti a accepté que tout salaire minimum puisse être introduit seulement après consultation avec les « partenaires sociaux », la Confédération britannique de l'industrie et l'institut des directeurs compris. En d'autres termes, un salaire minimum légal ne pourra être fixé qu'à un niveau acceptable pour nos ennemis de classe traditionnels. La pression exercée à ce sujet sur les dirigeants à la conférence des Trade Unions en septembre 1995 visait à rendre possible ce consensus social ou cette politique de codétermination.

### **Chômage**

Le mouvement ouvrier a été toujours favorable au plein emploi, mais le parti déclare maintenant que : « personne ne prétend pouvoir résoudre le problème du chômage du jour au lendemain » ce qui veut dire que le chômage continuera sous gouvernement travailliste. Mais un gouvernement travailliste pourrait résoudre le problème du chômage du jour au lendemain, même dans le cadre d'une société capitaliste, pourvu qu'il introduise une semaine de travail de quatre jours sans aucune réduction de salaires, supprime toutes les heures supplémentaires non strictement nécessaires et introduise la retraite volontaire avec maintien du salaire à partir de 55 ans. Ces mesures sont fondamentales pour la renaissance de la Grande-Bretagne mais sont considérées comme une hérésie par les entreprises privées et le capitalisme. C'est une folie économique de déboursier 10 000 livres par an pour garder un ouvrier au chômage alors qu'avec la moitié d'une telle somme le chômage pourrait être supprimé immédiatement.

### **Retraites**

Le parti est d'ores et déjà en train d'abandonner les principes fondamentaux de la retraite « universelle » et cherche à trouver les moyens pour que les retraités combinent revenu public et source privée. En d'autres termes, les travailleurs devraient payer une « assurance » additionnelle pour s'assurer un niveau minimum de retraite dont la valeur demeure une inconnue.

### **Santé**

L'engagement du PT à introduire des centres régionaux modèles et de maintenir « la liberté du bénéfice » des fonds de pensions est révélateur de sa conception de comment construire et restructurer le service national de santé (NHS). La Grande-Bretagne dépense pour la santé moins que les autres pays « avancés » et un PT prêt à s'engager sérieusement pour protéger notre NHS devrait repérer les ressources nécessaires pour assurer les soins selon les besoins, assistant tout le monde du berceau jusqu'à la tombe.

### **Education**

Les engagements du PT sur les emplois pour les infirmières des écoles, sur le nombre d'élèves par classe et sur la satisfaction des besoins de tous les élèves, étudiants et enseignants apparaissent abstraits, sans fixation des échéances. Par ailleurs, on ne pose pas le problème des débouchés et des aspirations des jeunes issus des familles ouvrières. Tragiquement, le PT continue à soutenir l'éducation privée qui est un élément vital de notre société de classes.

### Europe

Un parti qui s'était auparavant opposé d'une façon intransigeante au marché commun européen est aujourd'hui un des partisans les plus fervents de ce bastion du capitalisme international, dépassant par son enthousiasme les conservateurs et les libéraux démocrates. Le volte-face du PT sur ce problème est de la plus grande importance économique et politique : une trahison de tout ce que le parti soutenait.

### Désarmement nucléaire unilatéral

Mais le plus honteux des volte-face est peut-être celui concernant le désarmement nucléaire unilatéral. Après des années de campagnes pour l'interdiction de toutes les armes nucléaires, le PT leur est maintenant favorable et cela dans un monde déchiré par des guerres régionales et impérialistes, du Moyen-Orient aux Balkans de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique latine. Le mouvement ouvrier aurait du faire campagne pour mettre fin à toutes les armes nucléaires et pour une réduction d'au moins 50 % du budget militaire. Les vastes ressources utilisées pour semer la mort et la destruction devraient être employées pour reconstruire nos industries, développer les logements publics, améliorer la santé et mettre fin au chômage.

### Législation antisyndicale

Le mouvement ouvrier sait très bien que le droit d'organiser des piquets, d'entreprendre des actions de solidarité et de définir le statut des syndicats sans ingérence de l'État sont tous des droits humains (charte des Nations unies). Pourtant Blair a déclaré que les travaillistes au gouvernement maintiendront les lois frauduleuses qui ont été utilisées pendant 16 ans pour provoquer le chômage et imposer des bas salaires. En d'autres termes, le PT entend poursuivre l'objectif des conservateurs, c'est-à-dire rendre les syndicats inefficaces et complaisants.

### Le statut du parti : la clause 4

En supprimant la clause 4 le PT a abandonné son but concernant la propriété collective, sans laquelle la justice sociale et la démocratie économique sont impossibles. Par la suite, le Parti travailliste a bel et bien confirmé sa compromission avec le capitalisme en refusant la candidature parlementaire d'une socialiste de première classe Liz Davies. En revanche, il n'a pas hésité à accepter l'adhésion d'Alan Howart député conservateur qui avait voté pour la politique et la philosophie de Thatcher, y compris en soutenant la démolition de la santé et de l'éducation, des mines et d'autres industries fondamentales.

### Les nouvelles règles du PT

Les nouveaux statuts du PT constituent un désastre total. Ils rendent de plus en plus difficile, voire impossible, pour les militants du parti de faire campagne pour le socialisme. Le nouveau livre de règles permet au Comité exécutif national

(NEC) du parti de corriger les règles et les statuts à tout moment, en convoquant une conférence spéciale à laquelle seul le NEC pourra soumettre des amendements aux statuts. Les organisations territoriales du parti, les syndicats et les organisations affiliées n'auront pas le droit de le faire, ce qui est déjà arrivé à la conférence spéciale du 29 avril. Cela signifie que la direction du parti peut soumettre des amendements à n'importe quel article des statuts pendant 2 ans et demi (par exemple jusqu'en avril 1998) et indépendamment du fait que ces amendements soient adoptés ou non, il sera défendu, de soumettre un autre amendement à l'article incriminé, pendant trois ans, c'est-à-dire jusqu'en 2 001. Cette technique pourra être utilisée littéralement à l'infini pour empêcher, par exemple, de réintroduire l'idée de propriété collective.

### Un dilemme pour les socialistes

Aujourd'hui nous avons un PT désinfecté, qui selon Blair devrait s'appeler social-démocrate. Les socialistes doivent décider ce qu'ils doivent faire. Devons-nous accepter docilement le nouveau « Parti travailliste » ? Devons-nous accep-

ter passivement l'abandon du socialisme et de l'idée de la propriété collective ? Si oui, pourquoi nous sommes-nous opposés aux conceptions de la « bande des quatre » (dirigeants droitiers qui avaient quitté le parti pour fonder le Parti social-démocrate qui n'existe plus) ? En effet, ce sont leurs conceptions que le nouveau Parti travailliste (qui désormais ne peut être distingué par ses statuts des conservateurs et des libéraux-démocrates) a adoptées. Devons nous, de même que d'autres qui partagent nos points de vue, rester dans un parti qui a été politiquement « purifié » et continu de l'être ? Ou devons-nous le quitter et commencer à construire un nouveau parti travailliste socialiste, qui exprime les principes, les valeurs, les espoirs et les rêves qui ont donné naissance, voilà un siècle déjà, à ce qui, hélas, est devenu, le nouveau Parti travailliste ?

Il y aura toujours des gens, parmi lesquels des camarades très respectables, qui insisteront sur l'idée que nous devons rester dans le parti et « nous battre » ; mais une telle attitude ne veut pas reconnaître que désormais les statuts du parti nous empêchent de le faire.

Une opposition à notre orientation viendra également de la part de ceux qui disent « *que tout ébranlement du bateau* » ne pourrait qu'aider les conservateurs. Nous avons déjà entendu ce discours. Le premier candidat du mouvement ouvrier qui s'était présenté à une élection partielle à Barnsley en 1897 fut victime de jets de pierres par deux mineurs qui estimaient qu'en se présentant en tant que travailliste il compromettait les chances de l'avènement au gouvernement du parti libéral. Encore en 1910 il y avait de larges secteurs des syndicats et du mouvement ouvrier convaincus qu'il aurait fallu soutenir le parti libéral et que les syndicats n'auraient pas du s'engager en politique.

Les socialistes dans le Parti travailliste et ceux qui militent dans les organisations affiliées se trouvent face au même dilemme que nos prédécesseurs qui avaient rompu avec les



libéraux.

Si l'histoire devrait se répéter, personne ne saurait honnêtement s'en étonner. Pouvons-nous continuer à exister et à plus forte raison à être actifs au sein d'un tel parti ?

### *Les socialistes et l'avenir*

Je crois que la cause du Parti travailliste socialiste (SLP) est désormais entendue. Mais si on veut faire naître un tel parti il faut le fonder sur une conception et un engagement de classe et des conceptions politiques socialistes. Tout SLP aura besoin de statuts simples et d'une structure visant à combattre nos ennemis de classe. Cette structure exigera de mettre fin à toute lutte intestine et à toute polémique sectaire. Si on veut former un SLP il faut le faire sur les bases suivantes :

- convoquer une « conférence-débat » spéciale à laquelle seront invités tous ceux qui sont pour la fondation d'un tel parti et dont l'objectif sera la formulation d'une constitution et d'une structure pour le Parti socialiste travailliste ;

- organisation d'une conférence inaugurale de préférence le 1<sup>er</sup> mai — journée d'une grande signification pour le mouvement ouvrier international ;

— le nouveau parti ainsi que sa constitution devront garantir le contrôle du Comité exécutif national par les membres et les organisations affiliées. Nous ne devons plus connaître la situation où la fraction parlementaire contrôle l'appareil et l'activité politique ;

— S'il est formé, le nouveau Parti travailliste socialiste devra s'engager à se battre pour chaque siège parlementaire. Le parlement n'est qu'un élément de la démocratie, il est un organisme dans lequel on doit pouvoir exprimer une philosophie politique et poser les problèmes qui concernent notre classe.

### *Un défi pour nous tous*

Nous ne pouvons pas perdre de temps, plus tôt le Parti travailliste socialiste sera formé, mieux ce sera. Aujourd'hui l'opposition radicale en Grande-Bretagne est symbolisée non pas par le Labour et le mouvement syndical, mais par des regroupements comme ceux qui ont renversé le Pool tax, le mouvement contre les autoroutes ou pour les droits des animaux, Green Peace, les organisateurs d'autres campagnes antinucléaires et ceux qui se battent contre les mines à ciel ouvert. Toutes ces actions directes protestataires nous rappellent que c'est seulement par en défiant des lois injustes que nous pourrions réaliser un véritable progrès, alors que le parti travailliste moribond et la hiérarchie syndicale demandent aux citoyens d'accepter et de respecter ces lois. Les militants pour la défense de l'environnement et des communautés sont en train de faire un bon travail, mais leurs campagnes n'ont qu'un objectif limité sans une claire perspective politique. C'est une tragédie que le Parti travailliste ne joue pas un rôle central pour organiser et centraliser de telles campagnes.

Un Parti travailliste socialiste sera capable de galvaniser les masses pour qu'elles s'opposent à l'injustice, à l'inégalité, à la destruction de l'environnement et d'encadrer la bataille pour une Grande-Bretagne socialiste. Nous devons donc décider si nous sommes disposés à continuer à soutenir un parti travailliste qui maintenant accepte le capitalisme et le « libre marché » ou faire un pas décisif vers la construction d'un parti capable non seulement de résister aux attaques du capitalisme mais aussi de changer fondamentalement la société, en d'autres termes : un Parti travailliste socialiste.



### *Socialist outlook Une grande erreur*

La proposition d'Arthur Scargill concernant la mise en place d'un « Parti travailliste socialiste » d'ici le mois de mai, apparaît comme une erreur sérieuse. L'analyse sur laquelle il base sa proposition, à savoir, l'explication que le Parti travailliste serait maintenant comparable au Parti démocrate aux États-Unis ou au Parti libéral démocrate en Grande-Bretagne est également erronée. D'autant plus qu'il propose que le nouveau parti cherche à se donner une base électorale en présentant des candidats contre le Parti travailliste (dans toutes les circonscriptions sauf celles où les candidats travaillistes appartiendraient aux courants de gauche groupés pour la campagne). Cela à un moment où la tendance des masses est en faveur d'un gouvernement travailliste. La proposition de Scargill implique fondamentalement la reconstruction d'un vieux Labour party électoraliste avec une réintroduction de la clause 4 et avec quelques prises de position radicales en plus.

L'analyse erronée de Scargill l'amène non seulement à la conclusion selon laquelle la situation est extrêmement difficile, ce qui est vrai, mais aussi que les jeux sont faits dans le Parti travailliste et que les socialistes doivent le quitter pour rejoindre le Parti travailliste socialiste. Le document de discussion n'est pas clair sur la nature du nouveau parti. Scargill propose d'abord des nouveaux statuts démocratiques, mais ensuite il dit que cette structure « exigera de mettre fin à toute lutte intestine et à toute polémique sectaire ».

Les nouveaux partis sont déterminés par les conditions politiques dans lesquelles ils se construisent. Or, il est difficile d'imaginer des conditions plus défavorables à la formation d'un nouveau parti de gauche que les conditions d'aujourd'hui. Les grèves sont au point le plus bas depuis 100 ans. Les syndicats inclinent à appuyer Blair. Une offensive massive des patrons est en cours. La gauche dans le Labour et les syndicats est plus faible qu'elle ne l'a jamais été depuis des décennies et aucun changement de tendance n'est perceptible. Au cours de toutes les dernières conférences du parti travailliste la gauche n'a gagné sur aucun point.

Dans de telles conditions qu'est-ce qu'un tel parti pourrait représenter au-delà de l'extrême-gauche et de la gauche dure qui existe déjà ? On pourrait envisager de construire un tel parti. Mais pour représenter quelque chose de nouveau il devrait avoir derrière lui des forces sérieuses, provenant particulièrement du mouvement syndical et cela ne pourrait se produire qu'avec des luttes de classes d'un niveau beaucoup plus élevé.

Il y aura une réaction contre Blair et son projet de changer la nature de classe du parti. Mais il est difficile de dire quand cette réaction se produira. Probablement dans plusieurs années, quand un gouvernement travailliste de Blair sera installé depuis assez longtemps. La réaction commencera vraisemblablement dans les syndicats affiliés au parti (où le « Blairisme » a fait de sérieux dégâts, mais moins que dans les organisations territoriales du parti). C'est en partant de là qu'il s'étendra dans le parti lui-même. Au moment où cela arrivera, les socialistes devront être là et jouer un rôle central dans la bataille. L'appel de Scargill d'abandonner le parti en ce moment saborde une telle stratégie. Le résultat de la proposition sera d'affaiblir davantage la gauche qui existe et d'affaiblir la réaction au sein du Parti travailliste qui probablement se produira plus tard. Il vaut mieux oublier cette proposition jusqu'au moment où des conditions favorables existeront. En attendant, elle n'est qu'une diversion dangereuse.



# Russie

## *La droite subit une très grave défaite morale*

Pour la plupart des commentateurs, y compris pour les auteurs de cette brève étude synthétique, les élections de décembre 1995 en Russie n'ont pas révélé de grandes surprises. Le succès du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) était attendu. On avait prévu que le centre gauche (plus précisément les social-chauvins) aurait obtenu 40 % des voix en incluant les circonscriptions uninominales et qu'à la Douma il y aurait un équilibre instable. C'est ce qui s'est passé. La surprise fut l'ampleur de la défaite des partis de droite et du centre dans l'élection à la proportionnelle.

*Par Alexander Buzgaline et Andrei Kolganov  
Moscou, décembre 1995*

LE BLOC « NOTRE MAISON LA RUSSIE », dirigé par Tchernomyrdine a obtenu un peu plus de 10 % alors que « le Choix démocratique de la Russie » dirigé par Gaïdar a obtenu moins que 5 %. Pour l'instant toutefois, il ne s'agit que d'une défaite morale. Les forces de la droite politique restent puissantes même dans la Douma actuelle : les droitiers auront environ un tiers des sièges nous incluons parmi ces forces le bloc « Iabloko » dirigé par Iavlinski. La différence entre la politique réelle de ce bloc et la politique des dirigeants actuels ne sont que des nuances en partant d'une stratégie pro-bourgeoise commune. Le radicalisme actuelle de Iavlinski ne dépend que de sa volonté de se présenter en tant qu'opposant.

Au sein de la Douma, de même qu'au sein de la Russie dans son ensemble, alors qu'on s'approche de l'élection présidentielle il existe une situation de chaos. Les droitiers ne peuvent plus exercer un contrôle direct sur la situation même s'il gardent le pouvoir administratif et politique et le contrôle sur la propriété. On est loin d'une victoire réelle de la gauche. Le social-populiste d'extrême-droite Jirinovski, a la possibilité de changer le rapport de forces à la Douma dans un sens ou dans l'autre.

### LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ÉLECTIONS

L'équilibre politique, évidemment très instable, qui s'est créé au sein de la Douma reflète sous de multiples formes les rapports socio-économiques dans l'ensemble de la Russie. Il est important de souligner qu'à partir de l'hiver 1993-1994 le modèle de capitalisme nomenklaturao-corporatiste, surgi dans le pays pendant le processus de réforme, a changé graduellement. En partant de la tentative d'adopter un cours pro-occidental, les dirigeants russes ont commencé à opérer un tournant vers une orientation paternaliste chauvine. Ce tournant a été introduit lentement et sous des formes contradictoires, mais ses causes sont profondes. Aujourd'hui il a obtenu ses premiers résultats.

En 1995 sont apparus les premiers changements évidents. Ils ont été stimulés dans la société par le rejet fondamental des tentatives d'appliquer une « thérapie de choc » et par la concentration et la monopolisation du capital privé. Ce processus a été accéléré par la violence et la corruption ainsi que par le regroupement et l'adaptation partielle au marché bureaucraté et corrompu d'un secteur significatif des vieux monopoles (surtout dans le secteur de l'énergie et des matières premières).

Après le regroupement rapide au niveau local de nombreuses petites sociétés spéculatives, ont surgi de vastes clans « intégrés » non seulement dans la sphère de la production matérielle mais aussi dans le commerce et la finance. Au sein de ces clans, les droits de propriété et le pouvoir réel sont distribués entre différents groupes de leurs élites. Ce regroupement inclut des éléments corrompus et des autorités fédérales et municipales qui soutiennent un clan particulier, les banques qui servent et contrôlent des clans déterminés, des chefs d'entreprises qui font partie du clan et des individualités. Le plus souvent ces clans lient étroitement « leurs » ouvriers et les résidents de « leurs » cités aux structures du clan en usant du paternalisme et de l'intimidation. Il est significatif que lors des élections presque tous les gouverneurs des provinces ont été réélus indépendamment de leurs orientations politiques.

Au fur et à mesure que les clans se consolident (le processus de leur formation n'est pas encore achevé) ils se battent farouchement entre eux pour la répartition des droits de propriété et du pouvoir économique. Bien sûr dans cette lutte (qui se développe rappelons le, dans un pays de capitalisme bureaucraté d'État où beaucoup de choses dépendent des structures officielles) il est très important de pénétrer dans le pouvoir politique. Le résultat est que chacun des clans a placé, ou est en train de placer ou placera ses pions auprès d'une ou plusieurs forces politiques censées s'occuper de ses intérêts. La quantité de clans (et si nous prenons en compte les élites républicaines et régionales, il s'agit de plusieurs dizaines), leur volonté de diversifier leur

représentation, est l'une des raisons de la multiplicité de blocs électoraux avec des programmes à peu près semblables.

Entre temps, en 1995, ont commencé à émerger graduellement deux pôles d'attraction pour ces structures intégrées. L'une proche des autorités actuelles, liée à une bureaucratie d'orientation paternaliste, favorable à un compromis avec les ouvriers (d'où le social-populisme du programme) et au maintien de la production nationale par une aide de l'État, par des restrictions à la concurrence étrangères, des crédits bon marché, etc. Sur la base de liens personnels et des affiliations sectorielles et régionales, les sociétés-clan de ce type misent sur l'un ou l'autre des blocs social-chauvins (le plus souvent le PCFR ou le KRO). Il y a aussi les clans d'un deuxième type — des sociétés capitaliste qui se sont déjà adaptées au marché par les monopoles d'exportation des matières premières et de l'énergie, par leurs liens avec les autorités actuelles et le renforcement de leur position dans la sphère financière et bancaire comme résultat de la concentration et de la monopolisation du capital. Ces clans ont soutenu le « Choix démocratique de la Russie » ainsi que des blocs d'extrême-droite en concurrence non seulement avec les structures paternalistes mais aussi entre eux.

Toutefois, il est impossible de comprendre les résultats des élections et les perspectives de la Russie, sans prendre en considération l'attitude des travailleurs qui constituent la grande masse de la population.

Il faut rappeler que 1995, malgré l'optimisme officiel, a été une année de déclin économique constant. Au cours des 11 premiers mois de l'année la chute du Produit national brut (PNB) a été « seulement » de 4 % alors que les salaires réels des ouvriers après une stabilisation temporaire en 1994, ont commencé à diminuer sérieusement (-15 %). Les succès du gouvernement dans la lutte contre l'inflation ont été vraiment exceptionnels : en 1995, les prix ont augmenté « seulement » de 220 % ! Plus de 25 % de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté que les autorités russes déterminent d'une façon très simple : sont considérés pauvres ceux qui ne disposent pas du minimum d'aliments de qualité médiocre nécessaire pour survivre « pendant une certaine période ».

Il est incontestable que la population russe reste aujourd'hui atomisée et asservie au paternalisme des clans. Oui, les ouvriers de Russie font preuve, comme auparavant, de peu de capacité d'auto-organisation, alors que la crise économique et la nécessité d'avoir deux ou trois boulot de 12 à 14 heures par jour, renforcent les tendances au conformisme et à la débrouillardise. Oui, notre pays a déjà vu la formation d'une « aristocratie ouvrière », composée d'employés d'un certain nombre de secteurs de production de matières premières et de secteurs de la banque et de la finance, qui ont des rémunérations de 5 à 10 fois plus élevées que dans l'industrie mécanique, dans l'enseignement ou dans la science.

Toutefois, les ouvriers de Russie commencent déjà, ne fut-ce que passivement, à protester contre une telle orientation économique et une telle autorité gouvernementale. Le fait qu'aux élections de décembre, 70 % des électeurs aient voté

dans les régions dites moins favorisées en constitue l'indice. Un autre indice réside dans le soutien de masse au PCFR comme étant à peu près le seul parti ayant des structures de bases (cela vaut surtout pour les organisations régionales) et travaillant avec les gens du peuple (pour l'instant surtout des retraités). Des partis du même type ne disposant pas de telles structures ont essuyé un échec, comme l'indique l'exemple du KRO.

Bien que passivement, les travailleurs qui forment la majorité de la population russe sont en train de devenir le facteur décisif de la lutte politique. Ils ne sont pas encore capables de s'organiser d'une façon indépendante pour défendre leurs propres intérêts (le PCFR est un parti de soutien passif pour la « bonne » — c'est-à-dire paternaliste — Nomenklatura). Mais le soutien, le rejet, ou l'indifférence de la part des ouvriers est en train de devenir un facteur décisif dans les luttes de l'élite corporatiste.

## L'ALIGNEMENT À LA DOUMA ET DANS LA SOCIÉTÉ

Pour comprendre les résultats des élections, il faut avoir à l'esprit le fondement du système politique qui s'est formé à la suite du coup d'État de septembre-octobre 1993. Ce système politique attribue au pouvoir exécutif (président et gouvernement) les prérogatives combinées des autorités dans la République parlementaire et dans la République présidentielle.

Les droits de la Douma ont été réduits non seulement par rapport au système parlementaire mais aussi au système présidentiel. Même les fonctions législatives de la Douma sont limitées. Annuler un veto par la chambre haute, conseil de la fédération, nécessite une majorité de deux tiers ; un veto présidentiel ne peut être annulé que par une majorité des deux tiers dans les deux chambres.

Il est difficile de considérer que la Douma représente un contre-poids réel au pouvoir exécutif. Les seules fonctions substantielles qu'elle détient sont les droits d'adopter le budget et de confirmer trois nominations par le président, celles du premier ministre, du président de la banque centrale et du procureur général.

D'autre part un refus par la Douma d'adopter le budget ou un vote de méfiance à l'encontre du premier ministre peut justifier sa dissolution.

Bien que le nombre de sièges des différentes forces politiques à la Douma soit très important pour l'élite au gouvernement, la répartition des forces n'a pas une signification décisive. Ce n'est pas par hasard si pendant la campagne électorale on a souvent fait remarquer que les élections à la Douma n'étaient qu'une répétition générale des élections présidentielles de juin 1996.

Les élections de décembre, se sont déroulées sur la base d'une législation relativement démocratique (225 députés sont élus à la proportionnelle, et 225 au système uninominal). Les procédures électorales étaient aussi démocratiques et semblent avoir été respectées, du moins dans les régions où il existe des conditions normales (ce n'est pas le cas de la Tchétchénie). Pourtant il n'y avait pas de contrôle indépendant sur le décompte des voix. La plupart des gens ont été surpris non seulement par la portée du succès du PCFR



Viktor Tchemomyrdine

mais aussi par la portée de l'échec du parti gouvernemental. La seule erreur majeure dans les prévisions a concerné la force politique du KRO qui s'est avérée beaucoup plus limitée qu'on ne le prévoyait (il n'a même pas surmonté la barre des 5 % lui permettant d'accéder à la distribution des sièges à la proportionnelle). Quelles conclusions peut-on tirer des résultats sur l'état d'esprit des votants ?

Tout d'abord, il y a eu un rejet incontestable de la politique gouvernementale, malgré la propagande très puissante du regroupement de Tchernomyrdine. Deuxièmement les partis de droite qui ont dépassé la barre des 5 % n'ont obtenu que 27,8 % des voix à la proportionnelle alors qu'ils avaient obtenu 52,7 % en 1993. Auparavant il existait une majorité de droite — fut-elle instable à cause des divergences au sein de ses différentes fractions — aujourd'hui aucune majorité claire n'existe. Parmi les partis de droite nous incluons non seulement le bloc de Iavlinski mais aussi le Parti de Zirinovski qui a soutenu fermement une orientation capitaliste pour la Russie et malgré sa rhétorique antigouvernementale et ses prises de position en accord avec le PCFR sur certaines questions, il a soutenu le gouvernement sur tous les sujets les plus importants (budget, confiance au premier ministre, etc.). La défaite de Gaïdar a été particulièrement grave, il n'a obtenu que 4,1 % : la confiance dans la force miraculeuse du libre marché s'est dissipée rapidement. Même Iabloko a enregistré un recul bien que très limité (en passant de 7,8 % à 7,3 %).

Troisièmement : la barre de 5 % n'a été surmontée par aucun parti centriste (centriste de gauche de type social-démocrate, le bloc d'Ivan Rybkine et « Pouvoir au peuple ») ni par une formation centriste de droite comme le KRO. Cela indique que pour les électeurs russes le problème ce n'était pas de choisir entre différentes tactiques pour mener à bien la réforme de marché. Ce qu'ils veulent remettre en question c'est une stratégie socio-économique. Une partie significative de la population est convaincue que le gouvernement pousse la Russie dans une fausse direction et qu'il n'est plus suffisant d'introduire des réajustements au processus de réformes : s'ils veulent réussir, les sociaux-démocrates russes devraient étudier l'exemple de Salvador Allende et non celui de François Mitterrand.

Quatrièmement : l'échec du parti de Zirinovski, du KRO et d'une série de blocs plus petits se basant sur des slogans nationalistes a indiqué que les idées chauvines de grande puissance ne rencontrent pas beaucoup de sympathie. Les blocs (le même susmentionné plus un certain nombre de petites formations d'orientation droitiste), dont les leaders prônaient des méthodes politiques autoritaires, n'ont pas eu non plus un soutien important, ce qui est un signe encourageant.

Les implications des élections sur les regroupements de forces au sein de la gauche posent un problème particulièrement compliqué. Aucun des petits (voire minuscules) groupes de gauche ou de centre gauche n'a réussi à dépasser la barre de 5 % bien que deux d'entre eux, le Parti de l'autogestion ouvrière de Sviatoslav Fiodorov et le bloc « Communistes-Russie travailleuse-Pour l'Union soviétique » aient obtenu plus que 4 % des voix. Il est clair qu'un bloc de gauche unitaire aurait pu obtenir entre 45 et 50 % des voix.

Les élections ont confirmé le fait incontestable que le PCFR dépasse très largement tous les autres partis et groupes de gauche pris dans leur ensemble. Les communistes orthodoxes et les partisans des différentes versions du socialisme démocratique n'ont qu'une faible influence de masse. En même temps, les partisans des « petits » partis ou groupes communistes et de gauche en dehors du PCFR — des gens qui souvent n'ont pas voté parce que leur parti (socialiste démocratique) n'était pas présent — pourraient représenter

entre 5 et 7 %. Avec les sociaux-démocrates ils auraient pu assurer de 10 à 12 % des voix additionnelles dont le PCFR avait besoin pour gagner.

## PERSPECTIVES DE LA LUTTE POLITIQUE EN RUSSIE

Maintenant tous les commentateurs se posent des questions sur la prochaine campagne électorale présidentielle et ses résultats probables.

Les scénarios ne sont pas du tout clairs. On ne sait même pas si, après l'échec du bloc de Tchernomyrdine, Eltsine décidera de maintenir ces élections. S'il s'y refusa, est-ce que l'opposition et les élites, mécontents de Eltsine, auront la force suffisante pour les obtenir malgré la résistance du « Parti au pouvoir ». Pour l'instant, il paraît assez vraisemblable que les présidentielles auront lieu. Il y a trop de clans qui veulent chasser la minorité actuelle de la présidence, qui plus est, la majorité des travailleurs rejettent la politique actuelle. De surcroît l'équipe présidentielle est profondément déchirée et Eltsine lui-même n'est pas dans de très bonnes conditions.

Dans le cas où les présidentielles se déroulent sous une forme plus ou moins démocratique (tout au moins au cours du processus électoral), la gauche, les sociaux-démocrates et les forces sociales chauvines plus modérées (allant de « Russie travailleuse » et de la gauche démocratique au PCFR en tant que force principale de la coalition jusqu'au Parti agraire, à des sociaux-démocrates divers et à des chauvins modérés du bloc de Nikolai Rijkov) rend la possibilité d'établir une coalition puissante. Cela sera possible s'il y a une bonne organisation, si les nombreux désaccords sont surmontés et s'il y a des compromis entre les clans qui soutiennent les groupes politiques. Sur ce chemin on rencontrera de nombreux obstacles aussi bien les « vieux » obstacles qui ont empêché de former une coalition et de gagner lors des élections législatives que de nouveaux obstacles liés à la pression que les autorités et les centristes exerceront sur le PCFR. Ces derniers essayeront d'« acheter » les leaders des partis en leur offrant des positions officielles et en leur promettant des compromis. Il faut espérer que ces tentatives ne réussissent pas.

Pour l'instant il n'est pas clair si les droitiers pourront s'unifier, ni autour de qui. Dans tous les cas, ce processus exclura probablement Jirinovski, lequel, au moins au premier tour, fera probablement un effort pour se placer en tête. Les fermentations et les oscillations dans le camp de la droite et l'absence d'un candidat qui s'impose aux autres traduisent la crise d'ensemble de la politique de la droite pendant les dernières années. Néanmoins, comme dans le passé, le parti du pouvoir peut compter sur le soutien de secteurs essentiels du capital corporatiste et spéculatif, des fonctionnaires, de la « classe moyenne » (en Russie celle-ci est composée des employés des sociétés commerciales, de l'élite de l'intelligentsia et des ouvriers de certains secteurs privilégiés) et d'une minorité, bien que substantielle, de travailleurs.

En fin de compte il n'est pas exclu qu'aux élections présidentielles, il y ait plus ou moins un équilibre entre droite et gauche et que Jirinovski avec ses 10 % puisse jouer un rôle d'arbitre. Pour éviter tout cela, répétons le, il est nécessaire de réaliser une coalition de centre gauche démocratiquement organisée. Œuvrer dans cette direction est aujourd'hui la tâche principale de la gauche.



# Livres du mois

**Pierre Cours-Salies (coord.)**

***La liberté du travail*, Syllepse 1995**

Ce livre collectif rassemble des interventions à un colloque sur la classe ouvrière, sous un titre quelque peu provocateur puisqu'il reprend un slogan classiquement employé contre les grévistes. Mais il rend bien compte de l'ambition du livre, qui est d'appréhender la réalité concrète et le potentiel de transformation de l'acte de travail. Pierre Cours-Salies, qui a coordonné l'ensemble, l'encadre d'une présentation et d'une conclusion riches et foisonnantes. Toutes les contributions livrent un éclairage intéressant. J'insisterai, peut-être arbitrairement, sur deux d'entre elles.

Christophe Dejours a fondé une discipline particulière qu'il appelle psychopathologie du travail, et dont le point de départ est la notion de « souffrance ». Face aux contraintes associées aux situations de travail, et pour simplement éviter de devenir fous, les hommes et les femmes développent des stratégies défensives qui leur permettent de résister à cette souffrance au travail et de lutter pour donner un sens à leur destin de travailleur. La sphère du travail est donc fondamentalement ambivalente : source de contraintes terribles, elle représente, en même temps, la médiation principale de l'accomplissement de soi dans le champ social. Et c'est la base subjective d'une possible conscience de classe.

Jean-Marie Vincent fait, en un certain sens, écho à cette double nature du travail, dans un texte d'une grande densité. L'idée principale est que le travail n'est pas principalement une dépense de force physique, intellectuelle ou nerveuse, mais un processus social de soumission à des processus abstraits de socialisation. C'est pour cette raison de fond que le discours dominant sur la disparition de la classe ouvrière et la naissance d'une société de classes moyennes est trompeur, au-delà des apparences. Il s'agit donc de mettre à nu les ressorts du nouveau fétichisme du travail, qui de collectif, s'est recentré sur l'idéologie de l'accomplissement individuel. « *La déchéance apparaît comme le revers de la performance et l'obsolescence des connaissances comme celui de la compétence* » : tel est le contenu du changement du travail dont est porteur le capitalisme contemporain.

Maxime Durand. ★

**AC!**

***Données et arguments n°2*, Editions Syllepse, 1995**

Ce second ouvrage du mouvement *Agir ensemble contre le chômage* est paru il y a quelques mois mais demeure une référence utile dans le débat social. Il développe d'entrée la nécessité d'une alternative radicale au chômage. Les politiques visant à subventionner les emplois, menées depuis plusieurs années, conduisent en effet à un bilan négatif (Anne-Lise Aucouturier). Quant aux accords de réduction du temps de travail signés ici ou là, il ne s'agit que de cache-misère provisoires (AC !). C'est donc la réduction massive de la durée du travail qui constitue l'axe central d'une offensive globale contre le chômage (Gérard Gourguechon).

Faute d'une telle politique, c'est une dégradation générale de la condition de salarié qui accompagne la montée du chômage : développement des formes d'emplois précaires (Christophe Ramaux), recours à la flexibilité et à la sous-traitance (Louis-Marie Barnier), recul du droit du travail (Françoise Guyot), évanescence du « nouveau modèle de travail » (Danièle Linhart).

Les femmes sont particulièrement visées par ce processus, partout

en Europe (Rachel Silvera) : elles se voient purement et simplement exclues du monde du travail, contraintes au travail à temps partiel (Margaret Maruani) ou fortement « incitées » à un retour au foyer (Annick Coupé). La formation et l'insertion des jeunes constituent une variable-clé de la lutte contre le chômage (Yves Baunay, Emmanuelle Paradis), mais certainement pas sous la forme d'un statut diminué, tel le SMIC-jeunes (Florence Lefresne).

L'idée d'un revenu minimum garanti est de plus en plus discutée, en relation avec la crise du travail. Le débat est ici ouvert par les contributions du sociologue André Gorz et du philosophe Tony Andréani. L'histoire du mouvement ouvrier et de la manière dont il a abordé la question du chômage est enfin présentée par Catherine Lebrun.

M.D. ★

**Alla Kirilina**

***Staline a-t-il fait tuer Kirov ?*, Seuil, 1995**

La cause semblait entendue depuis les affirmations de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> (1956) et surtout au XXII<sup>e</sup> (1961) congrès du PCUS.

C'était bien Staline qui avait organisé l'assassinat de Kirov, membre du Politburo, premier secrétaire de l'organisation communiste de Leningrad, le 1er décembre 1934.

En se débarrassant d'un dangereux rival, plus populaire que lui par son charisme et son libéralisme, Staline créait les conditions lui permettant de liquider toutes les oppositions réelles ou supposées et d'instaurer sa dictature absolue.

Quelques semaines après l'assassinat, Trotsky avait émis une hypothèse un peu différente. Pour lui, le Guépéou ne souhaitait pas la mort de Kirov, mais il avait laissé faire l'illuminé Nikolaïev, en pensant l'arrêter au dernier moment lorsque toutes les pièces de l'amalgame auraient été prêtes. Mais Nikolaïev, agissant pour son propre compte, a été plus rapide et a placé Staline devant le fait accompli. Des centaines de militants seront ensuite liquidés pour avoir soi-disant participé à la préparation de l'attentat.

Le livre de Kirilina est un pavé dans la mare du consensus historique, comme l'avait été auparavant celui de Soudoplatov, le « maître espion » du KGB qui, après avoir hautement revendiqué pour ses services l'assassinat de Trotsky et de nombreux autres, rejetait la responsabilité de la mort de Kirov et de Sédov, le fils de Trotsky.

Archiviste responsable du musée de Kirov de Leningrad, l'auteur a bénéficié de « matériau neuf, exhumé des fonds d'archives les plus divers ». La principale critique qu'elle oppose aux divers ouvrages traitant du sujet est de reposer le plus souvent sur des légendes non vérifiées, des racontars et des témoignages oraux contradictoires. Pour elle, « *l'idée d'une rivalité opposant Kirov à Staline ne repose sur rien* ». Elle analyse successivement tous les arguments présentés par les défenseurs de la thèse traditionnelle et les démolit tranquillement. La démonstration est rigoureuse et captive. Kirov a été victime de l'acte individuel d'un aigri paranoïaque et Staline a littéralement sauté sur l'occasion pour enclencher la « Grande terreur » qu'il mijotait. En histoire, comme dans bien d'autres domaines, le vraisemblable n'est pas obligatoirement vrai.

Jean-Michel Krivine. ★

## Haiti

### René Préval élu président

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE de Haïti René Préval, candidat de la Plate-forme Lavalas, a remporté l'élection présidentielle du 17 décembre 1995 avec 87,9 % des suffrages exprimés. Parmi les treize autres candidats, seuls deux d'entre eux ont obtenu plus de 2 % des voix. Léon Jeune, ancien secrétaire d'État à la Justice, qui se présente comme un cousin d'Aristide, a recueilli 2,5 % des voix. Quant à Victor Benoit, secrétaire général du KONAKOM, organisation membre de l'Internationale socialiste, il n'a recueilli que 2,3 % des suffrages.

Le brillant résultat obtenu par René Préval ne saurait cependant dissimuler la faible participation électorale. En effet, seuls 28 % des inscrits se sont rendus aux urnes. En 1990, environ la moitié des électeurs étaient allés voter. L'ensemble de ces chiffres reflète le vide politique qui existe aujourd'hui en Haïti. Discréditées par leur soutien au coup d'État, les forces conservatrices n'ont pas réussi à construire un semblant d'opposition à l'échelle nationale. Mais les organisations regroupées sous l'étiquette « Lavalas » n'ont pas réussi, non plus, à bâtir une perspective mobilisatrice. Sur elles pèse le bilan décevant des gouvernements dits « Lavalas » (un terme qui commence à s'user) qui ont dirigé Haïti depuis un an.

ARISTIDE AURAIT VOULU que son mandat soit prolongé de la durée des trois ans passés en exil. Au lieu de poser clairement le problème, il a opéré dans les coulisses, quasiment jusqu'à la dernière minute et a très mal accepté que l'OPL (Organisation politique Lavalas), majoritaire au parlement, ait refusé de l'appuyer dans cette voie. Il n'a annoncé son intention de voter pour René Préval que l'avant-veille de l'élection. Ces manœuvres ont créé une grande confusion.

Quelques jours avant l'élection, des forces obscures, tirant profit de cette situation, ont inondé Port-au-Prince de tracts affirmant que René Préval avait essayé d'empoisonner Aristide.

Comme si l'atmosphère n'était pas suffisamment malsaine, Aristide a nommé le chef de sa sécurité à la tête de la police. Or cet homme est soupçonné de collaborer avec des trafiquants de drogue.

Les conséquences d'Aristide ne vont guère faciliter la tâche de René Préval, un homme qu'à Washington beaucoup considèrent comme étant « un extrémiste de gauche ». Pourtant, à la suite d'une série de révélations concernant leur politique dans ce pays, la CIA, l'armée et les autorités américaines pourraient se trouver aujourd'hui en difficulté au sujet d'Haïti. Le Pentagone va devoir rendre à Haïti les archives

de l'armée et des paramilitaires du FRAPH (qui agissait sous le contrôle de la CIA). Elles avaient été dérobées au début de l'occupation. Mais la Maison Blanche a décidé que les noms de citoyens américains seraient effacés auparavant ! Parmi diverses révélations, on a appris qu'en 1993, au moment de l'embargo, la marine américaine avait laissé passer des milliers d'armes destinées au FRAPH.

Arthur Mahon

## Viêt-nam

### La répression continue

LE PROCES EN APPEL de Hoang Minh Chinh s'est déroulé à Hanoi le 17 décembre 1995. Il a duré environ 5 heures. Cette fois, le président a laissé l'accusé s'exprimer à la fin de l'audience : Hoang Minh Chinh a refusé de solliciter un allègement de sa peine car il ne reconnaît pas le verdict. Il espère qu'un jour le Viêt-nam connaîtra un régime qui respecte les droits de l'homme.

D'autres arrestations ont eu lieu : le 5 décembre, le biologiste Ha Sy Phu a été incarcéré à Hanoi. Il est accusé de « s'être emparé de documents relevant du secret d'État ». Le « document secret » en question est une lettre que le premier ministre Vo Van Kiet a adressée au Bureau politique le 9 août 1995. Cette lettre lui aurait été remise par un ex-fonctionnaire du ministère de l'Intérieur : Lê Hong Ha, exclu du parti en juillet 1995 pour non-conformisme. Lui aussi a été arrêté ainsi qu'un colonel, ancien rédacteur en chef de la revue d'histoire de l'armée.

LE LENDEMAIN DE SON ARRESTATION, la police a perquisitionné pendant plus de dix heures dans le petit logement de Ha Sy Phu à Dalat, en présence de sa femme. Cette durée s'explique par le fait qu'ont été saisi 3 742 pages et que, respect de la loi oblige, la malheureuse a dû apposer sa signature sur chacune. La lettre de Kiet est loin d'être un brûlot contestataire : elle défend la position des dirigeants qui souhaitent diminuer le rôle prédominant du secteur d'État dans l'économie et ouvrir plus largement les portes aux investissements étrangers. Elle ne propose pas non plus de supprimer le pouvoir du parti unique ou le « centralisme démocratique », mais de cesser d'opposer schématiquement ces deux termes et elle demande aux militants de bien respecter les statuts du parti et d'obéir à ses résolutions. Bref, avant le VIII<sup>e</sup> congrès du PCV, théoriquement prévu pour juin 1996, les bureaucrates nouveau modèle polémièrent avec les bureaucrates ancien modèle, mais tous sont d'accord pour faire donner la police à titre pédagogique, afin que le bon peuple comprenne bien qu'ouverture au marché ne signifie pas ouverture à la démocratie.

Jean-Michel Krivine

# Nouvelles du Monde